

Rapport Annuel

2019



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement



Cours supérieur du fleuve Lunga, sur les Îles Salomon. Photo : © Stuart Chape

Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est la principale organisation intergouvernementale mandatée pour apporter son aide à la protection de la région Pacifique, et y pérenniser le développement durable.

Le PROE a été créé en 1992 par ses gouvernements membres en vue de soutenir la coopération et la coordination sur les questions environnementales dans la région. L'accord qui établit le PROE comme organisation indépendante est entré officiellement en vigueur en 1993.

Le PROE, dont le siège est à Apia, au Samoa, travaille en étroite collaboration avec les 26 pays et territoires membres qui en font partie, ainsi qu'avec des partenaires, des donateurs et des communautés locales. Son objectif est de contribuer à la gestion de l'environnement et au développement durable dans la région selon quatre axes stratégiques :

LA RÉSILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

PROTECTION DE L'ÉCOSYSTÈME ET DE LA BIODIVERSITÉ

LA GESTION DES DÉCHETS ET LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION

BIBLIOTHÈQUE/CID DU PROE – CATALOGAGE DES DONNÉES DE PUBLICATION

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement. Rapport annuel du PROE 2019 – Apia, Samoa : PROE 2020

56 p. 29 cm

ISSN : 1562-675X

1. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

I. Titre

363,7099

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2020

La reproduction de cette publication à des fins éducatives et non commerciales est autorisée exclusivement avec l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs, dans la mesure où la source est dûment citée. La reproduction de cette publication destinée à la revente, ou à toute autre fin commerciale, est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs.

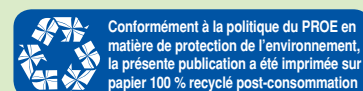
Photo de couverture : Parc national O le Pupu-Pue, au Samoa. Photo : © Stuart Chape

Photo de couverture arrière : Cours supérieur du fleuve Lunga, sur les Îles Salomon. Photo : © Stuart Chape

Autres photos : Sauf mention contraire, les photos figurant dans cette publication ont été prises par le personnel du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).



PO Box 240, Apia, Samoa
+685 21929
sprep@sprep.org
www.sprep.org



Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.



Mangroves dans le delta des rivières Labasa, Wailevu et Qawa, à Vanua Levu, aux Fidji. Photo : © Stuart Chape

MESSAGE D'OUVERTURE DU PRÉSIDENT	2
MESSAGE DE PRÉSENTATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
INFORMATION SPÉCIALE: LE PAVILLON MOANA BLUE PACIFIC	6
RÉSILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	8
PROTECTION DE L'ÉCOSYSTÈME ET DE LA BIODIVERSITÉ	16
GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE	22
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION	28
ÉVÉNEMENTS MARQUANTS	34
DÉCLARATION ANNUELLE SUR LE CONTRÔLE INTERNE	38
DÉCLARATION DU COMITÉ D'AUDIT SUR LE CONTRÔLE INTERNE	40
RAPPORT DE GESTION DE LA DIRECTION SUR L'EXERCICE 2019	42
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES	44
ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2019	45
PUBLICATIONS	48
LISTE DU PERSONNEL	50
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	52
NOTRE RÉGION	53



Espèces de Freycinetia, au Samoa. Photo : © Stuart Chape

Message d'ouverture de la Présidence



Madame Peseta Noumea Simi

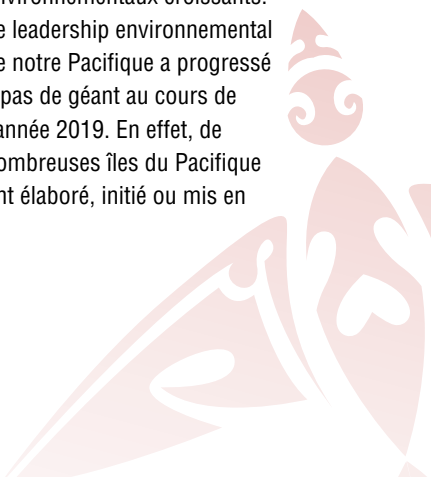
L'ouverture du Centre sur le changement climatique dans le Pacifique (CCCP) au Programme régional océanien de l'environnement en 2019 a marqué une étape importante pour nos îles du Pacifique. Les îles étant parmi les plus vulnérables aux effets des changements climatiques, l'ouverture des portes du Centre a fourni à notre région de nombreuses possibilités afin de renforcer nos capacités collectives dans le Pacifique, se concentrer sur les efforts en cours pour faire face aux problèmes associés aux changements climatiques, et dans l'application des

connaissances scientifiques les plus pointues pour l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation.

Point culminant d'une année marquée par de nombreuses épreuves et autant de réussites pour notre famille résiliente du « Pacifique bleu », le CCCP symbolise le partenariat durable conclu entre les États du Japon et du Samoa afin de servir notre famille des îles du Pacifique par l'intermédiaire du PROE. Nous sommes heureux de constater que le CCCP est utilisé par nos pays Membres, lesquels participent à de nombreux programmes de formation dispensés

actuellement. Nous sommes également reconnaissants à la Nouvelle-Zélande pour son aide complémentaire qui nous permet de financer et de renforcer les capacités du CCCP.

Les Samoa font partie de la famille régionale des îles du Pacifique et s'efforcent de renforcer leur capacité à s'adapter et à « rebondir » devant une myriade de défis environnementaux croissants. Le leadership environnemental de notre Pacifique a progressé à pas de géant au cours de l'année 2019. En effet, de nombreuses îles du Pacifique ont élaboré, initié ou mis en



œuvre des politiques et des programmes de gestion des déchets visant à réduire le plastique à usage unique. Il en résultera une modification des comportements dans toute notre région océanienne, dans la mesure où nous opterons pour des solutions plus respectueuses de l'environnement en vue de relever nos défis en matière de déchets.

En tant qu'hôte des Jeux du Pacifique de 2019, un partenariat collectif a été noué entre le PROE, le Samoa et d'autres partenaires de manière à concourir à « Écologiser les Jeux du Pacifique 2019 », et en particulier à réduire le volume de déchets prévu, le pays ayant accueilli près de 4 000 athlètes et visiteurs pour ces Jeux. Grâce à cette initiative et à ce partenariat, on estime que plus d'un million de bouteilles en plastique de 500 mL à usage unique n'ont pas été utilisées ou mises au rebut pendant les deux semaines qu'a duré cette manifestation.

Ces résultats montrent que, grâce à des partenariats solides et à des objectifs communs, nous pouvons travailler ensemble pour réduire la charge de déchets qui pèse sur nos nations lorsque nous accueillons des événements nationaux, régionaux ou internationaux. Le soutien que le Samoa a reçu de la part de nos partenaires a été remarquable et très apprécié, tout comme le soutien et l'« assentiment » des autres États insulaires océaniques. Tous ont travaillé de concert afin de réduire leur impact environnemental sur le Samoa en utilisant des bouteilles d'eau réutilisables pour garantir

une bonne hydratation, et en éliminant les déchets de manière responsable. Nous sommes optimistes quant au potentiel de reproduction de ce modèle dans notre région en vue de favoriser un Pacifique bleu résilient. Merci à tous pour vos actions collectives et votre soutien, et pour nous aider à préserver la beauté du Samoa.

Lors de leur réunion à Tuvalu en août dernier, les dirigeants du Forum des îles du Pacifique ont réaffirmé que le changement climatique représentaient la plus grande menace pour le mode de vie, la sécurité et le bien-être des peuples du Pacifique. Si nous sommes confrontés à ces défis, nous sommes également en mesure de les relever grâce à des actions très concrètes sur le terrain pour aider nos communautés à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.

Nos services météorologiques du Pacifique continuent à jouer un rôle crucial en nous tenant informés des évolutions météorologiques, climatiques et des systèmes d'alerte précoce, et en identifiant nos priorités et nos besoins spécifiques en matière de météorologie et autres domaines connexes. Ils contribuent à la sauvegarde de la vie et des biens de nos États insulaires océaniques et participent en même temps aux plans nationaux de développement durable.

Le Samoa, qui a accueilli le cinquième Conseil météorologique du Pacifique, s'est réjoui des résultats obtenus, qui ouvrent la voie au renforcement de nos services météorologiques du

Pacifique dans le cadre du Partenariat pour le bureau météorologique océanien du PROE. Grâce au soutien continu de nos partenaires, nous avons la possibilité de poursuivre les efforts en cours afin de développer et d'améliorer les capacités nationales et régionales, et de faire progresser la durabilité des services météorologiques et climatiques dans les îles du Pacifique au profit de notre population.

La vingt-cinquième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, qui s'est tenue à Madrid, en Espagne, a rassemblé près de 30 000 délégués. Nous avons été fiers de voir le PROE coordonner le pavillon Moana Pacifique bleu pour notre région, ce qui nous a permis de faire entendre notre voix lors des négociations de la 25^e Conférence des Parties à la CCNUCC. Je félicite l'unique équipe du CORP Plus dirigée par le PROE pour l'aide apportée à nos Membres au cours des négociations à la CdP25. Pouvoir témoigner de nos expériences dans le Pacifique et présenter nos actions de lutte contre le changement climatique au Pavillon du Pacifique a renforcé notre esprit océanien et a prouvé à la communauté mondiale que nous pouvons et sommes capables d'agir. Nous sommes reconnaissants aux gouvernements de la Nouvelle-Zélande et des Fidji pour leur soutien à cette initiative depuis 2018. Nous espérons que notre Secrétariat poursuivra ce partenariat afin de renforcer la visibilité du Pacifique dans les années à venir.

À la réflexion, 2019 a été une année intense pour nous tous et je vous félicite, chers Membres, pour votre travail acharné et votre dévouement en vue d'assurer un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

En tant que Présidente de la 29^e réunion du PROE, je tiens à exprimer, au nom de tous les Membres du PROE, notre profonde reconnaissance et gratitude à tous nos partenaires pour leur aide et leur soutien indéfectibles. Nous saluons et remercions sincèrement pour son engagement et son soutien l'ensemble du personnel du PROE, qui travaille sans relâche.

Par ailleurs, la fin de l'année 2019 a été marquée par une période sombre, plusieurs de nos États insulaires océaniques, en particulier le Samoa, ont subi les conséquences tragiques de l'épidémie de rougeole. Gardons en mémoire celles et ceux que nous avons perdus au sein de nos familles originaires du Pacifique, et exprimons notre gratitude à tous ceux qui ont travaillé à nos côtés pour contenir cette crise sanitaire. Ce sont les actions que nous menons pour nous soutenir mutuellement dans les moments difficiles qui constituent l'essence même d'un Pacifique bleu résilient.

Que la paix règne sur nous tous tandis que nous tournons notre regard vers une année 2020 fructueuse.

Peseta Noumea Simi

Présidente-Directrice générale,
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce,
Gouvernement des Samoa

Message du Directeur Général



M. Kosi Latu

L'année 2019 a été marquée par des succès et des défis : le PROE a renforcé son engagement auprès des Membres et des partenaires, mis en œuvre des approches innovantes pour traiter les questions clés tout en s'attaquant au lent démarrage d'un certain nombre de projets majeurs.

La 29^e Conférence du PROE et le dialogue de Talanoa de haut niveau des ministres de l'Environnement du Pacifique ont permis aux Membres de se réunir et de convenir des politiques, du programme de travail et du budget du Secrétariat dans le cadre des accords de gouvernance biennaux, ainsi que des

priorités environnementales fixées par nos ministres et représentants de haut niveau dans leur communiqué de Talanoa. À cette occasion, le Centre sur le changement climatique dans le Pacifique a également été inauguré. Il s'agit là d'une étape importante pour le PROE, qui marque l'aboutissement de travaux entamés en 2011, rendus possibles grâce au soutien financier et fondamental du Japon et du Samoa, auxquels s'ajoute l'aide de la Nouvelle-Zélande.

La 29^e réunion du PROE a mis en lumière l'importance de l'engagement et de la réactivité de la direction du PROE vis-à-vis des Membres. Le

PROE a entrepris des missions encadrées par des équipes de direction aux Îles Marshall, aux Îles Salomon, aux Palaos et à Vanuatu, afin d'améliorer nos relations de travail et de mieux comprendre ce qui se passe sur le terrain.

La mission aux Îles Marshall a notamment permis l'ouverture officielle du bureau sous-régional du Pacifique Nord du PROE. Approuvé par les Membres du PROE et budgétisé pour l'année 2019, le bureau jouera un rôle complémentaire dans les projets à venir sur les espèces envahissantes, les déchets et le changement climatique, et facilitera notre rôle en tant qu'entité accréditée pour le

Fonds vert pour le climat et le Fonds d'adaptation. Le Bureau assurera une meilleure coordination et une plus grande visibilité du PROE afin de soutenir les priorités et les aspirations environnementales des Membres du Pacifique Nord, une demande formulée lors du 12^e Sommet des présidents de Micronésie.

Fournir un soutien tangible aux Membres est essentiel pour les travaux que nous accomplissons. L'« écologisation » des Jeux du Pacifique 2019 organisés au Samoa illustre parfaitement ce point. Un partenariat avec le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, la campagne « La beauté du Samoa - sans déchets et sans plastique », a permis à environ 5 000 athlètes et représentants régionaux de recevoir gratuitement des sacs réutilisables afin de respecter l'interdiction des sacs en plastique à usage unique. Des bouteilles d'eau ont également été fournies et rendues disponibles dans 350 distributeurs d'eau sur tous les sites et dans les hébergements, ce qui a permis d'éviter l'utilisation de plus d'un million de bouteilles en plastique à usage unique de 500 ml. Le modèle peut être adapté en fonction de l'expérience acquise et reproduit pour de futurs événements à grande échelle dans le Pacifique.

Le PROE apprécie la coordination du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) pour la mise en œuvre des décisions des dirigeants du Pacifique et le travail en collaboration, dans le respect et la reconnaissance des mandats des agences. Une deuxième réunion de gestion conjointe a eu lieu

avec la Communauté du Pacifique (CPS), qui a défini les principes convenus pour la résilience du Pacifique, en comprenant le mandat de chacun et la façon dont nous travaillerons ensemble, en particulier en tant qu'entités accréditées auprès du Fonds vert pour le climat (FVC). Cette approche commune, qui prévoit un dialogue continu et des réunions régulières tous les six mois, servira de base aux travaux conjoints entre la CPS et le PROE, notamment concernant la proposition du Cadre du programme phare régional du Pacifique du FVC sur l'atténuation et l'adaptation en vue d'aider les États insulaires océaniques à réaliser leurs ambitions relatives au climat.

En 2019, le PROE est devenu un partenaire fondateur du « Pacific Learning Partnership for Environmental and Social Sustainability » (PLP-ESS - Partenariat d'apprentissage pour un environnement durable et social dans le Pacifique). En collaboration avec l'Université du Pacifique Sud, la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale, le PLP-ESS favorise la formation, l'échange de connaissances, l'expertise technique et le renforcement des capacités en matière de protection environnementale et sociale et de normes de développement des infrastructures dans la région du Pacifique. La Banque mondiale a mis à disposition un consultant en dispositifs de protection environnementale et sociale qui sera affecté au programme de surveillance et de gouvernance environnementales. Ce partenariat vise à aider nos Membres à mieux planifier, mettre en œuvre, suivre et rendre compte des projets, ainsi qu'à se conformer aux

exigences des donateurs et à obtenir de meilleurs résultats sociaux et environnementaux.

Le pavillon Moana Pacifique bleu, géré par le PROE et accueilli lors de la 25^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique en Espagne, témoigne de la confiance continue des gouvernements fidjien et néo-zélandais en confiant au PROE, une fois de plus, la réalisation de cette initiative. En complément du soutien technique aux États insulaires du Pacifique dans leurs négociations, le Pavillon a fourni une plateforme mondiale aux délégués du Pacifique leur permettant d'amplifier leur voix et de partager leurs priorités, leur expérience et leur expertise sur les océans et le changement climatique, ceci auprès de plus de 10 000 visiteurs au Pavillon, selon les estimations. Les 61 événements organisés du 2 au 13 décembre ont témoigné d'une forte représentation et présence du Pacifique, soutenus par une stratégie de communication spécifique du PROE, comprenant le site internet et l'application du Pavillon, un engagement multimédia et des réseaux sociaux ciblés, ainsi que du contenu d'information pour garantir que la voix collective du Pacifique ait un impact au cours et au-delà du processus de négociation.

Si l'année 2019 a été riche en événements marquants, le Secrétariat a dû faire face à une multitude de défis pour déployer de nouveaux projets dans la région, en raison des retards inévitables dans les accords finaux. Cela s'est à son tour fortement répercuté sur nos finances, entraînant un déficit net de

81 977 USD et une réduction des réserves totales de 57 763 USD. Le déficit net découle du report de la mise en œuvre de projets, qui seront traités en priorité en 2020. L'Union européenne reste le premier donateur du PROE et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'en 2020. Les ressources supplémentaires s'accompagnent d'exigences supplémentaires en matière de rapports et de conformité. Le PROE suit de près toutes les dépenses liées aux projets et tire les enseignements des agences CORP.

Notre travail au PROE sert la vision d'« *Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures* ». Au PROE, nous restons engagés à servir notre région du Pacifique, mais de nombreux défis ne peuvent être relevés seuls sans le soutien de nos Membres et partenaires. Je tiens à remercier l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour leur soutien financier pluriannuel, grâce auquel le PROE dispose de la souplesse nécessaire pour accomplir ses missions. Je tiens également à remercier le personnel du PROE pour son dévouement et son travail acharné dans notre quête collective de « *protection et de conservation de l'environnement pour les générations actuelles et futures* ».

Je souhaite conclure en rendant hommage à mon collègue et ami Ratu Manasa Ma'afu Tuilau Katonivualiku, qui est décédé lors de sa mission à Vanuatu. Manasa était un collègue très respecté, qui a énormément contribué à notre région du Pacifique et qui ne sera jamais oublié par ses pairs, sa famille et ses amis.

Kosi Latu

Directeur Général, PROE

MOANA BLUE PACIFIC PAVILION



Le pavillon Moana Blue Pacific à la CdP25 de la CCNUCC

Le pavillon Moana Blue Pacific était le fruit d'un partenariat avec les États de Nouvelle-Zélande et des Fidji, géré par le Programme régional océanique de l'environnement (PROE), essentiellement orienté sur le thème du changement climatique et des océans. C'est la seconde fois que le PROE gère l'espace du pavillon Pacifique, suite au succès du pavillon Pacifique et Koronivia à la CdP24 de la CCNUCC à Katowice, en Pologne. Le pavillon Moana Blue Pacific, d'une superficie de 200 m², était ouvert du 2 au 13 décembre 2019. Il offrait un espace pour des manifestations, des rencontres, un café « en accès libre » et un espace de rangement. Ce pavillon a atteint ses cinq objectifs, qui étaient :

1. Offrir un espace de discussion, de débat et d'échange de connaissances sur les questions importantes pour la région du Pacifique, notamment sur les solutions pour une meilleure atténuation et une meilleure résilience ;
2. Renforcer l'appel du Pacifique à une action commune ambitieuse dans le monde entier ;
3. Appuyer les collaborations impliquant des parties prenantes du Pacifique afin de favoriser un haut niveau des contributions déterminées au niveau national (NDC) et d'échanger sur les expériences de planification nationale en matière de résilience.
4. Présenter les difficultés et les perspectives pour les régions du Pacifique touchées par le changement climatique en s'appuyant sur différents moyens de communication.
5. Offrir un espace physique et virtuel aux délégations océaniques pour organiser des réunions.

Travailler ensemble pour un pavillon réussi

Malgré les difficultés posées par le changement de pays d'accueil de la CdP25 de la CCNUCC un mois avant le début de la conférence, le PROE a réussi à s'organiser avec les partenaires, les autorités de Nouvelle-Zélande et des Fidji et les Membres des îles du Pacifique pour déménager rapidement « notre » pavillon. La construction était encore en cours une semaine avant l'ouverture de la conférence ; les ressources et le matériel promotionnel ont été commandés à nouveau ; de nombreuses personnes ont travaillé ensemble pour transporter elles-mêmes notre matériel jusqu'à Madrid et de nombreux partenaires ont confirmé leurs manifestations parallèles. La résilience de toutes les personnes impliquées dans le déménagement du pavillon avec une très brève échéance a permis de garantir la réussite du Pavillon Moana Blue Pacific.

Une voix unie au pavillon Moana Blue Pacific

Un Comité directeur composé des partenaires du pavillon et du PROE a coordonné et approuvé toutes les activités du pavillon. Un groupe de travail mis en place par le Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) a examiné les propositions et les demandes de manifestations parallèles, avant d'émettre des recommandations à l'intention du Comité directeur. Un groupe de gestion était chargé de la

coordination et de la gestion du pavillon.

L'inclusion était au centre de nombreuses manifestations organisées au pavillon ; un court hommage a notamment été rendu le matin de l'ouverture de la CdP25. La cérémonie d'inauguration qui s'est tenue le soir a permis à de nombreuses voix du Pacifique de s'exprimer et d'être entendues en faisant

preuve d'une culture d'inclusivité. Les personnes présentes au pavillon y ont été accueillies par une prière karakia des Maoris de Nouvelle-Zélande. Plusieurs Membres des îles du Pacifique ont participé de différentes manières, notamment avec un chant de la délégation des Tonga pour clôturer la cérémonie.

La culture des îles du Pacifique était bien vivante au pavillon

Moana Blue Pacific. Plusieurs membres de Rako Pasefika ont présenté des manifestations culturelles qui ont suscité un vif intérêt. Certaines des manifestations parallèles au pavillon ont présenté des spectacles culturels. Les délégués à la CdP ont eu chaque soir l'occasion de se rassembler autour d'un bol de kava.

Présenter les actions du Pacifique pour le climat dans notre Pavillon Pacifique

Plus de 80 propositions d'événements parallèles ont été reçues pour le Pavillon Moana Blue Pacific, dont 61 ont été acceptées pour donner de la visibilité aux actions pour le climat et aux difficultés du Pacifique. Des événements de haut niveau/ministériels et des lancements d'événement officiels ont également été organisés. Les manifestations parallèles ont eu lieu chaque jour de 10 h à 18h30-20h30.

Une salle de réunion pouvant accueillir 18 personnes assises était également à la disposition des délégations océaniques ; 35 réunions y ont été programmées. Lorsqu'elle n'était pas occupée, la salle de réunion servait d'espace de travail calme pour les délégations.

Le pavillon Moana Blue Pacific était un lieu d'honneur pour de nombreuses délégations océaniques. Six dirigeants et dirigeantes des îles du Pacifique y ont été accueillis et présentés ; plus de 20 délégués et déléguées de haut niveau du monde entier ont visité le pavillon pour assister à des présentations, à des réunions ou pour participer aux discussions du soir autour d'un bol de kava. De nombreuses délégations des îles du Pacifique ont utilisé cet espace pour accueillir des réunions, pour présenter des manifestations parallèles ou pour y participer, ou pour accueillir les interviews avec la presse et nouer des liens.



Des principes verts pour un océan en bonne santé

Le pavillon Moana Blue Pacific a encouragé des principes écologiques et l'innovation numérique pour un océan en bonne santé. Il a été demandé à tous les organisateurs de manifestations de distribuer le moins d'éviter de distribuer des supports imprimés, de choisir des modes de restauration écologiques, de veiller à la propreté de l'espace pour les manifestations parallèles, et d'encourager à ne pas utiliser d'objets en plastique à usage unique. Le PROE a mis en place un système d'évaluation Blue Wave (« vague bleue ») après chaque manifestation parallèle, a fourni des gourdes d'eau pour les participants à la conférence et a distribué des sacs réutilisables contenant toutes les ressources sur une clé USB.

Cette approche a été une réussite et a permis d'avoir un pavillon « propre » avec un volume quotidien de déchets fortement réduit par rapport au pavillon Pacifique et Koronivia de la CdP24 à la CCNUCC en 2018. Onze manifestations parallèles ont reçu une note cinq « vagues ». Même si la plupart des manifestations n'ont pas généré de déchets, certaines ont perdu des points pour avoir distribué des supports imprimés.

L'innovation numérique a été mise en œuvre grâce à l'utilisation de l'application Attendify pour les smartphones et à son intégration sur le site internet du Pavillon Moana Pacifique bleu pour synchroniser les contenus. Elle a permis des échanges entre ses utilisateurs et de publier des nouvelles régulières à propos du programme et des manifestations parallèles organisées au pavillon. Plus de 7 000 participations se sont enregistrées sur l'application au cours des deux semaines.



Visibilité sur nos îles du Pacifique lors de la CdP25

Du matériel promotionnel gratuit a été distribué dans le pavillon afin de mieux faire connaître les îles du Pacifique à la Conférence des Parties, dans le but que les îles du Pacifique soient vues et entendues. Des fleurs ont été vues sur différents sites de la Conférence et étaient portées par de nombreuses personnes. Le matériel promotionnel distribué gratuitement pendant

11 jours consistait en des sacs réutilisables, des gourdes, des autocollants, des stylos, des clés USB, des fleurs et des tatouages éphémères.

Le design du pavillon Moana Blue Pacific visait à faire venir les îles du Pacifique à Madrid grâce à de très grandes photos sur les murs des paysages, de la population et des espèces marines des îles. Une carte de

la région des îles océaniques occupait tout un pan de mur ; le pavillon a été apprécié par de nombreux visiteurs qui venaient y prendre des photos.

Pour la seule équipe de communication du PROE, plus de 70 000 participations aux réseaux sociaux ont été enregistrées pour les publications sur Facebook, les tweets et les articles de presse

rédigés et publiés en ligne. Un partenariat avec Radio New Zealand et Pasifika TV ont permis de diffuser tous les jours des informations sur le Pacifique dans l'émission sur le Pavillon Moana Blue Pacific sur Radio New Zealand et des informations étaient diffusées dans toute la région par le réseau de télévision Pasifika.



Résilience face aux changements climatiques



La plage Anibare, Île de Nauru. Photo : © Stuart Chape

Ouverture du Centre océanien sur le changement climatique !

8

Une étape historique a été franchie en 2019 avec l'ouverture du Centre océanien sur le changement climatique (PCCC) à Apia, le 5 septembre lors de la 29^e réunion du PROE. Le PCCC est un partenariat entre le gouvernement du Japon et le gouvernement des Samoa, soutenu par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, et est géré par le PROE.

L'aventure du PCCC a commencé il y a plus de dix ans. Des experts en changement climatique de toute la région ont présenté l'idée d'un Centre océanien sur le changement climatique lors de la Table ronde sur le changement climatique dans le Pacifique à Majuro, en République des Îles Marshall.

Quelques années plus tard, en 2012, lors de la réunion du PROE à Majuro, une proposition du Secrétariat visant à demander le soutien du gouvernement japonais par l'intermédiaire du gouvernement des Samoa pour construire le Centre océanien

sur le changement climatique sur le campus du PROE a été approuvée par ses Membres.

En 2015, le Premier ministre japonais, Son Excellence Shinzo Abe, annonçait que le gouvernement japonais acceptait la demande du PROE et du gouvernement des Samoa en faveur du PCCC.

Ce Centre d'excellence régional fera office de plaque tournante pour les informations, la recherche et l'innovation en matière de changement climatique. Le PCCC proposera des outils pratiques, partagera les connaissances et soutiendra le renforcement des capacités pour répondre aux priorités d'adaptation et d'atténuation des populations insulaires du Pacifique.

Le coût de la construction du PCCC est estimé à un peu moins de 8 millions d'USD. Le bâtiment en lui-même a été construit selon des directives écologiques, son énergie



provenant de panneaux solaires dont la capacité prévue est de 100 kW (capacité actuellement installée : 20 kW), tandis que des technologies d'économie d'énergie y sont installées. Ce centre sert de vitrine aux technologies de construction durable dans le Pacifique, et nous espérons qu'il fonctionnera à l'avenir avec une énergie 100 % renouvelable.

Son Excellence Maugaoleatuolo Shinya Aoki, l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon au Samoa, le Révérend Nuuausala Siaoosi, l'Honorable Aupito William Sio, Ministre néo-zélandais des Peuples du Pacifique, et Premier ministre du Samoa, l'Honorable Tuilaepa Sailele Malielegaoi.

Centre océanien sur le changement climatique – renforcer nos capacités dans le Pacifique

Le gouvernement des Samoa, le PROE et l'Agence japonaise de Coopération internationale (JICA) ont lancé une série de formations régionales visant à renforcer les capacités de résilience face au changement climatique dans le cadre du Projet de renforcement des capacités de résilience face au changement climatique dans le Pacifique au Centre océanien

sur le changement climatique (CBCRP-PCCC) en 2019.

Dans le cadre du CBCRP-PCCC, 12 formations seront organisées sur l'adaptation au changement climatique, l'accès au financement climatique et l'atténuation, à partir du concept de structure préparé en 2019. Tous les cours sont accessibles aux Membres du PROE dans tout le Pacifique.

La première formation « Évaluation des dangers et des risques pour la gestion des zones côtières par l'utilisation de la technologie de télédétection » a eu lieu en novembre. Elle a été organisée en partenariat avec la Communauté du Pacifique (CPS) et le Centre technologique de télédétection du Japon (RESTEC).

Le projet de renforcement des capacités en termes de résilience climatique dans le Pacifique mène l'une des premières formations qui se tiendront au Centre océanien sur le changement climatique (PCCC).



Aider les Membres du Pacifique à accéder au Fonds vert pour le climat

En tant que partenaire pour l'accès aux ressources du Fonds vert pour le climat (FVC) et afin d'aider les îles du Pacifique à élaborer leurs plans d'adaptation nationaux (PAN), le PROE a encouragé cinq îles Membres du Pacifique en ce sens. Les fonds PAN du FVC permettent aux Parties d'établir et de renforcer leurs processus nationaux de planification de l'adaptation au changement climatique tout en développant le Plan d'action national.

Les États fédérés de Micronésie, Nauru, Nioué, la République des Îles Marshall

et les Tuvalu ont bénéficié d'un soutien technique par le biais du PROE pour élaborer des propositions de financement répondant aux exigences du FVC.

L'éventail des activités soutenues par le PROE comprenait l'évaluation des stratégies nationales de développement et des plans d'action contre le changement climatique, notamment les Plans nationaux conjoints d'adaptation, ainsi que les politiques en faveur de la parité et des jeunes.

Des consultations avec les parties prenantes nationales

ont également été organisées afin de définir les grandes questions en matière d'adaptation au changement climatique, et de répertorier les capacités, les systèmes et les outils nécessitant un appui pour permettre aux pays d'entreprendre la planification, la mise en œuvre, l'exécution et la gestion des projets en faveur de l'adaptation au changement climatique.

Ces activités dans les États fédérés de Micronésie, à Nauru, à Nioué, dans les Îles Marshall et aux Tuvalu ont été entreprises en partenariat avec

le projet IMPACT de Climate Analytics et le FVC.

Atelier des parties prenantes du PAN (Plan d'adaptation national) à Pohnpei, États fédérés de Micronésie. Photo : Ministère de l'Environnement, du changement climatique et de la gestion des situations d'urgence, États fédérés de Micronésie.



Des ateliers d'écriture pour l'adaptation nationale dans le Pacifique

Les Îles Salomon, les Kiribati, Nauru, Nioué, les Palaos, la République des Îles Marshall, le Samoa, les Tuvalu et le Vanuatu étaient représentés lors d'un atelier régional de rédaction de Plans d'adaptation nationaux coordonné par le PROE.

Au cours de cet atelier, des progrès ont été réalisés dans l'élaboration des concepts et des propositions du FVC.

Certaines idées ont permis de dégager un concept, d'autres d'approfondir certains aspects de leur proposition de texte, voire d'en tirer un projet de proposition complet.

Ces ateliers ont fourni une formation sur des aspects spécifiques de la planification de projets, dont l'élaboration d'une théorie du changement. Grâce à cette formation, plusieurs pays participants

ont pu mettre au point leurs propositions FVC en 2019 pour enfin les soumettre au FVC début 2020.

L'atelier national de rédaction sur l'adaptation s'est tenu au sein des bureaux du PROE à Apia, au Samoa. Il s'agissait d'un atelier organisé dans le cadre du projet IMPACT, en partenariat avec Climate Analytics, le PROE et le Fonds vert pour le climat.



Exercices interactifs de l'atelier du PAN.

Adaptation du Pacifique au changement climatique et renforcement de la résilience

15 pays Membres du Pacifique bénéficieront du projet PACRES, qui aide ces pays à renforcer leur résilience au changement climatique. Le projet PACRES est financé dans le cadre du Programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) du 11^e Fonds européen de développement (FED11).

Les pays partenaires du PACRES sont les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les îles Cook, les Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Îles Marshall, le Samoa, le Timor-Leste, les Tonga, les Tuvalu et

Vanuatu. Ce projet a tenu sa Réunion de lancement et de planification au siège du PROE, en avril 2019.

Le PROE est responsable de la coordination générale du PACRES avec le Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique, la Communauté du Pacifique et l'Université du Pacifique Sud. Le PROE et ses organisations partenaires mettront en œuvre des activités spécifiques qui renforceront la coordination régionale en matière de changement climatique et de résilience face aux catastrophes par le biais du partenariat pour la résilience dans le Pacifique en vue de la mise en œuvre efficace du Cadre océanien pour

un développement résilient (FRDP). Il s'agit d'une approche intégrée pour faire face au changement climatique et s'atteler à la gestion des risques de catastrophes afin de :

- aider les gouvernements nationaux dans les négociations de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique ;
- renforcer la capacité de résilience professionnelle dans le Pacifique, notamment par l'amélioration des compétences en matière d'enseignement et de formation techniques et professionnels ;

- favoriser l'accès aux informations sur le changement climatique et sur la résilience face aux catastrophes ;
- renforcer la résilience du Pacifique au changement climatique en soutenant les études de troisième cycle par le biais du volet USP ;
- renforcer l'engagement et le dialogue stratégiques avec le secteur privé afin d'approfondir la compréhension, au niveau régional et dans le secteur public, du rôle et de la contribution du secteur privé en ce qui concerne le changement climatique et la résilience face aux catastrophes.

De la science aux services pour un Pacifique résilient

Le 5^e Conseil météorologique océanien (CMO-5) s'est réuni du 7 au 9 août 2019 à Apia, au Samoa, après une semaine de rencontres et de manifestations sur le thème de « La science au service d'un Pacifique résilient », du 31 juillet au 6 août.

C'est dans le cadre de cette manifestation biennale que s'est tenue la deuxième session *tanoa* des bailleurs de fonds et des partenaires, au cours de laquelle a été parachevée la Stratégie de mobilisation des partenaires et des bailleurs de fonds du CMO en vue de coordonner les activités des partenaires dans la région. Cette stratégie est alignée sur la Stratégie

météorologique des Îles du Pacifique et sur les priorités météorologiques nationales. Autre point phare de la réunion du CMO : l'approbation de la Feuille de route pour la recherche scientifique et de services sur le changement climatique dans le Pacifique, associée au Centre océanien sur le changement climatique.

Le PMC-5 a également vu la remise des premiers prix du PMC visant à mettre en lumière les services météorologiques exceptionnels dans la région des Îles du Pacifique.

Le CMO est un organe subsidiaire spécialisé du PROE

qui se réunit une fois tous les deux ans. Il s'agissait de la cinquième réunion du CMO, qui rassemble les différents Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN). Le PROE joue un rôle central dans le renforcement des fonctions et des services des SMHN dans les domaines de la météorologie, du climat, du changement climatique, de l'hydrologie et des océans.

La CMO-5 a bénéficié de l'appui accordé par un important partenariat entre l'État du Samoa, le PROE, l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Australie (par l'intermédiaire de

son ministère des Affaires étrangères et du Commerce), le Canada, la République de Corée, l'Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO), le projet IMPACT, Varysian, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme de soutien au climat et aux océans dans le Pacifique (COSPPac) et l'Administration océanique et atmosphérique nationale (NOAA).

La Nouvelle-Zélande, rejoint le Programme de soutien au climat et aux océans dans le Pacifique

La Nouvelle-Zélande est le partenaire le plus récent du Programme de soutien au climat et aux océans dans le Pacifique (COSPPac2). Elle a engagé 3 millions de NZD pour renforcer la formation et l'adaptation des informations sur le changement climatique pour une utilisation sectorielle dans les îles du Pacifique.

Le COSPPac2 travaille avec les parties prenantes des îles du Pacifique pour analyser et interpréter les données sur le climat, les océans et les marées et propose ainsi des services précieux pour les communautés insulaires. Ces informations aident les communautés insulaires du Pacifique à se préparer à des événements climatiques, marémoteurs et

océanographiques graves et à en atténuer les effets.

Le COSPPac2 est financé à hauteur de 23,3 millions de dollars australiens par le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce. Quant à elle, la Nouvelle-Zélande s'est engagée à apporter une contribution de 3 millions de dollars néo-zélandais par une lettre d'accord

signée lors de la réunion annuelle de planification et d'évaluation des performances du programme COSPPac2, organisée aux îles Cook en 2019. La réunion a rassemblé les services météorologiques et hydrologiques nationaux et des représentants de 14 îles du Pacifique, ainsi que des partenaires et des acteurs et collaborateurs clés de tout le Pacifique.

Les Îles Cook se préparent à accueillir un observatoire EAR (Early Action Rainfall Watch)

La capacité des services météorologiques des Îles Cook a été renforcée afin de mettre en place un observatoire des précipitations pour une action précoce (EAR), visant à mieux informer les responsables de la gestion des catastrophes sur la probabilité d'une sécheresse en 2019. Un atelier a été organisé pour les parties prenantes des îles Cook afin de relever les effets du changement annuel dans le régime des précipitations tels que mesurés par différentes

variables environnementales, comme la production de taro. Cet échange de vues faisait partie d'un processus en trois étapes pour la mise en place d'un Observatoire des précipitations pour une action précoce (EAR) par des Services météorologiques des îles Cook (CIMS), avec le soutien du Bureau australien de météorologie, de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et du PROE.

L'objectif principal de l'Observatoire EAR est d'informer les différents secteurs des variations des précipitations observées au cours des 12 derniers mois et des prévisions en matière de précipitations pour les mois à venir. Ceci les aidera à mieux planifier, se préparer et réagir en cas de risque accru de sécheresse ou d'inondation susceptible de générer des effets secondaires tels que

l'apparition de maladies à transmission hydrique.

Le processus de l'Observatoire EAR a été reproduit aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, aux Îles Salomon, aux Tuvalu et à Vanuatu. Il est mis en œuvre dans le cadre du Programme de soutien climatique et océanographique dans le Pacifique (COSPPac) financé par l'État australien, par l'intermédiaire de son ministère des Affaires étrangères et du Commerce.

Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique, pour nous tenir informés

Le Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique est un rassemblement annuel organisé plusieurs semaines avant la saison des cyclones, qui réunit des responsables du climat de toutes les îles du Pacifique dans le cadre d'une rencontre avec un groupe représentatif du secteur sélectionné afin d'aider à fournir à ces pays des prévisions en matière de climat et de cyclones tropicaux en vue d'une meilleure préparation.

En 2019, le 5^e PICOF a rassemblé les responsables du climat et les membres du secteur agricole du Pacifique en vue d'élaborer une déclaration régionale visant à aider les pays à adapter leurs prévisions nationales relatives

aux cyclones pour la période allant de novembre 2019 à avril 2020.

Le PICOF 2019 a été l'occasion de s'accorder sur des objectifs communs, de même qu'il a permis de combler les besoins et les lacunes en matière d'informations sur le climat et la météo à des fins de planification. Il a également permis d'inventorier les bonnes pratiques et les enseignements appris, afin que les SMHN puisse adapter ces informations aux besoins spécifiques du secteur agricole.

Les participants y ont défini les priorités suivantes : la création de bulletins agrométéorologiques et la mise en place de systèmes d'alerte précoce, l'organisation de formations de

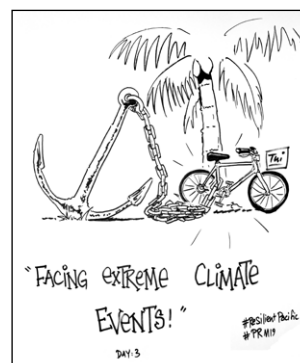
base sur le climat à l'usage des agriculteurs, la publication d'annonces sur les médias sociaux, l'intégration des savoirs traditionnelles dans les informations scientifiques, et la tenue de forums nationaux réguliers sur les perspectives climatiques.

Le PICOF-5 a également permis de renforcer les liens et les réseaux professionnels entre les partenaires internationaux et régionaux, les Services météorologiques nationaux (SMN) et le secteur agricole dans toute la région. Les responsables du climat de 14 pays insulaires du Pacifique ont participé à cette conférence aux côtés de six responsables agricoles des Fidji, des Îles Salomon, de la Papouasie-

Nouvelle-Guinée, du Samoa, des Tonga et des Tuvalu.

Le PROE est en partenariat avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Commonwealth pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO), le Centre climatique de l'APEC (APCC), la Communauté du Pacifique, le COSPPac et les Services météorologiques nationaux du Pacifique.

Illustration lors de la Conférence inaugurale sur la résilience du Pacifique par Tui Ledua.



Un atelier d'écriture pour stimuler la littérature d'auteurs originaires du Pacifique

Le tout premier atelier d'écriture a été organisé pour les Services météorologiques et hydrologiques nationaux du Pacifique (SMHN) afin de favoriser l'élaboration de documents ensuite évalués par des pairs du Pacifique, lesquels sont cités dans les rapports d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui contribuent à éclairer les politiques et la prise de décisions.

L'atelier d'écriture espère voir une augmentation du nombre d'auteurs des îles du Pacifique dans le 6^e rapport d'évaluation du GIEC qui devrait être publié en 2021/2022.

Cet atelier a également pu compter sur la participation de représentants de l'Université de Newcastle, de l'Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de l'Université des Îles Salomon, de l'Université du Pacifique sud, de l'Université fédérée de Tasmanie, de l'Université nationale des

Fidji, et de l'Université nationale du Samoa.

Le séminaire et les sessions de formation sur le renforcement de l'engagement du Pacifique dans le processus du 6^e rapport d'évaluation du GIEC ont eu lieu à Apia en octobre 2019.

Cette initiative a été financée par l'État australien, par l'intermédiaire de son ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Australia Pacific Climate Partnership), du Centre CSIRO pour la science

du climat, du Programme de soutien climatique et océanographique dans le Pacifique, de l'Organisation météorologique mondiale, de l'Initiative pour les systèmes d'alerte précoce pour les risques climatiques, d'Environnement et changement climatique Canada et du projet RESPAC du PNUD. Partenaires techniques du CMO, dont le CSIRO, le BoM, le CPS, le PROE, Climate Analytics, et les universités du Pacifique et d'Australie.

Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans

En 2019, le projet a renforcé la résilience des écosystèmes côtiers des Fidji, de Kiribati et des Tokelau face à l'acidification des océans. Le Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans est financé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce du gouvernement de Nouvelle-Zélande en partenariat avec le gouvernement de la Principauté de Monaco.

Aux Fidji, les travaux ont été entrepris en partenariat avec le Conservation International Fiji, le réseau d'aires marines gérées localement des Fidji, Wakatu Fiji et le Projet d'adaptation au changement climatique basé sur les écosystèmes du Pacifique. Des membres de différents villages

de Taveuni ont été formés à la restauration des mangroves et à la création de pépinières de mangroves pour freiner localement l'acidification des océans. Les villageois ont également participé à l'élaboration d'un plan de gestion pour les districts de Wainikeli et de Vuna en utilisant l'outil de planification des normes ouvertes pour faire face aux menaces directes et indirectes qui pèsent sur leurs ressources naturelles.

À Kiribati, le partenariat a travaillé avec le ministère de la Pêche et du Développement des ressources marines pour aider le village de Nanikai, sur l'île de Tarawa, à élaborer un plan de gestion de l'aire marine gérée localement pour la zone côtière de

Nanikai. Ce plan comprenait la gestion des déchets et la réhabilitation des mangroves, des algueraias et du littoral, ainsi qu'une formation. Des transects de surveillance de base ont également été mis en place, ainsi qu'une formation pour les acteurs locaux afin qu'ils puissent effectuer une surveillance de routine.

Aux Tokélaou, les travaux ont été soutenus en partenariat avec le ministère du Climat, des Océans et de la Résilience ainsi qu'avec les Taupulega d'Atafu, de Nukunonu et de Fakaofu. Ce partenariat a contribué au déploiement de trois spectrophotomètres destinés à mesurer le pH de la côte. Un spectrophotomètre par île a ainsi été déployé, et des homologues locaux ont

été formés à l'exploitation et à la maintenance de ces appareils afin de communiquer les données sur l'acidification des océans afin d'atteindre l'indicateur 14.3.1 des objectifs de développement durable des Nations Unies. Une formation a également été dispensée aux homologues locaux en matière de restauration des coraux sur les sites lagunaires et océaniques d'Atafu, de Nukunonu et de Fakaofu.

Des supports éducatifs de sensibilisation à l'acidification des océans ont été diffusés aux responsables homologues des Fidji, de Kiribati et des Tokélaou, rédigés dans les langues de ces pays.

Préparer nos îles du Pacifique à la Vingt-cinquième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique

L'appui apporté par le Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) aux Membres des îles du Pacifique pour les Conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CdP CCNUCC) est dirigé par le PROE par le biais du mécanisme One CROP-Plus. Le PROE est l'agence de coordination principale qui assure l'efficacité des mesures de soutien proposées aux Membres des îles du Pacifique. Il permet ainsi de s'assurer que les Membres des îles du Pacifique bénéficient d'une aide et que les ressources sont utilisées efficacement afin de mener des actions complémentaires, plutôt qu'en répétant les mêmes actions en double.

L'une des activités d'appui menées par le PROE consiste à faciliter la préparation des négociateurs du Pacifique de haut niveau par le biais d'une formation annuelle avant la

CdP. En 2019, les ministères du Changement climatique des petits États insulaires en développement du Pacifique et les négociateurs ont tenu une réunion préparatoire et une formation pour la CdP25 au Centre océanien sur le changement climatique aux Samoa.

Cette formation a été soutenue par le projet d'analyse climatique IMPACT.

Cette formation donne aux Parties des îles du Pacifique des informations actualisées sur les dernières avancées de la science du climat et sur l'évolution des négociations portant sur le changement climatique lors des rencontres internationales. Elle fournit également aux négociateurs et aux ministres des informations relatives à l'état d'avancement des négociations autour de la CCNUCC et de l'accord de Paris, tout en leur donnant l'occasion aux petits États insulaires en développement du Pacifique de s'entendre

pour adopter des positions communes sur les questions les plus importantes.

La formation prépare les ministres à s'engager efficacement dans les événements de haut niveau de la CdP et elle a contribué à identifier et à renforcer les capacités des négociateurs principaux des PEID du Pacifique sur les points clés de l'ordre du jour des négociations. Elle a facilité la mise au point définitive de la stratégie régionale pour les négociations à la CdP25 et ultérieures, et a proposé des exercices de jeux de rôle pour s'entraîner à la négociation et renforcer la confiance en eux des nouveaux négociateurs.

Deux représentant-es de chaque Membre des îles du Pacifique qui est Partie à la CCNUCC y ont été invités (l'un ou l'une de ces deux représentant-es devant être ministre d'un de ces pays, participant à la CdP).

Il a été convenu lors de la pré-CdP en 2019 qu'un engagement fort des PEID du Pacifique était essentiel pour garantir que les voix et les priorités du Pacifique soient entendues et adéquatement reprises dans les résultats de la CdP25.

Délégués des îles du Pacifique à la CCNUCC.



Conclusion de la CCNUCC 25

Alors qu'elle aurait normalement dû se tenir à Santiago, au Chili, la CdP25 de la CCNUCC a été annulée par la Présidence chilienne en raison de troubles publics. Une proposition de dernière minute de l'Espagne a permis de déplacer la réunion à Madrid. La Conférence sur le changement climatique Chili-Madrid de 2019 s'est ouverte dans l'espoir que les participants clôtureraient les négociations portant sur plusieurs questions cruciales, avec au premier chef les orientations relatives à l'article 6 (Mécanismes de marché et non adossés au marché). Parmi les autres questions cruciales figuraient l'examen du Mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages associés aux effets du

changement climatique (WIM) et du financement (composition du Conseil d'administration du Fonds d'adaptation). La présidence chilienne a d'abord déclaré qu'il s'agirait de la CdP Bleue, afin de mettre en évidence le rôle et la vulnérabilité des océans. Cependant, les appels de la société civile à une plus grande ambition ont conduit à un changement vers une CdP Ambition, gardant à l'esprit que diverses raisons ont empêché le Chili lui-même d'augmenter son ambition au niveau national (CDN).

S'appuyant sur la récente publication par le GIEC du Rapport spécial sur les océans et la cryosphère dans un monde dont le climat change (SROCC), l'océan demeure un thème crucial de la CdP,

avec un nombre record de manifestations parallèles et d'interventions de haut niveau.

La décision finale de la CdP25 couvrait largement le thème de l'océan et du climat, et a été défendue par un certain nombre de parties avec succès pendant les négociations.

Se sont également posés des défis techniques étant donné les liens entre un si grand nombre de questions. C'est ainsi que par exemple, à propos des marchés (article 6), les principes de San José n'ont finalement été présentés que le dernier jour de la CdP par un groupe de pays, alors que le texte afférent avait été rendu disponible depuis le mois d'octobre.

Les Parties ont également adopté trois décisions, chacune d'entre elles étant

intitulée « Chile-Madrid Time for Action », et intégrant la décision d'organiser une table ronde sur les océans et le changement climatique lors de la session de juin 2020, avec un rapport qui sera examiné lors de la CdP26.

Il s'agit là d'une étape importante, qui s'inscrit dans le cadre de l'un des dix appels lancés par les dirigeants du Forum dans la Déclaration de Kainaki II en 2019. Bien que la décision relative à l'Accord de Paris n'appelle pas spécifiquement à une plus grande ambition, il est suggéré aux parties d'envisager d'accroître leur ambition en matière de climat.

La CdP25 de la CCNUCC s'est tenue à Madrid, en Espagne, du 2 au 13 décembre 2019.

Lutter contre le changement climatique en augmentant l'accès du Pacifique au financement climatique

En 2019, le PROE a, en partenariat avec le Fonds vert pour le climat (FVC), coordonné un atelier sur les autorités nationales désignées (AND) pour plus de 40 participants de toute la région des îles du Pacifique.

Cet atelier de trois jours a constitué une excellente occasion pour les autorités nationales désignées pour le FVC de collaborer avec diverses organisations régionales et internationales partenaires qui fournissent une aide pour l'accès au financement climatique.

Il a également permis aux AND du Pacifique de mieux connaître le financement du climat et de renforcer les partenariats avec le FVC et les agences régionales accréditées.

Parmi les autres partenaires participants à l'atelier, citons la Communauté du Pacifique, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, le projet Climate Ready de l'USAID, Conservation International, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme des Nations unies pour le développement de Samoa.

Une équipe du Fonds vert pour le climat a participé à l'atelier animé par le PROE, afin de fournir une expertise technique.



Participants à l'atelier des Autorités nationales désignées du PROE

Un développement à faible émission de carbone partagé par la voie des îles du Pacifique

Le PROE a coordonné la session « Naviguer vers un avenir à faible émission de carbone » (Navigating a Low-Carbon Future) lors de la première réunion de résilience du Pacifique organisée aux Fidji en 2019. Grâce au soutien et à la participation du célèbre comédien samoan Tofiga Fepulea'i, cette session a apporté une touche d'humour et suscité un vif intérêt pour un sujet très technique.

Organisée et animée par M. Fepulea'i, elle a réuni des orateurs des Fidji, de la République des îles Marshall, du Samoa, des Samoa américaines et des Tuvalu, lesquels ont discuté des avancées engrangées, des retombées des actions entreprises et des enseignements tirés dans le cadre de leurs propres activités menées au niveau national en faveur d'un développement à faible émission de carbone.

Ces échanges ont permis aux intervenants à la session et à ses modérateurs d'acquiescer une meilleure compréhension des enseignements tirés, des bonnes pratiques, des approches et des difficultés qui se posent. Tout cela a mis en évidence la nécessité de promouvoir les investissements dans le développement à faibles émissions de carbone en tant que potentiel pour l'innovation, tout en faisant ressortir les avantages du développement à faible émission de carbone pour l'emploi, l'économie et l'environnement.

La session « Naviguer vers un avenir à faible émission de carbone » a également appelé un représentant de la jeunesse à devenir membre du groupe de travail du Partenariat pour la résilience du Pacifique au sein du FRDP (Cadre océanique pour un développement résilient) afin d'y apporter un nouveau point de vue. Cette session avait également pour but de renforcer l'engagement du PRP dans les diverses actions associées au changement climatique et à la gestion des risques de catastrophe, ainsi que dans la mise en œuvre d'actions en faveur du développement à faible émission de carbone.

La réunion inaugurale du Partenariat pour la résilience du Pacifique s'est tenue à Suva, aux Fidji, du 1^{er} au 3 mai 2019.

Protection de l'écosystème et de la biodiversité



14

Île dans l'archipel des Mamanuca, aux Fidji. Photo : © Stuart Chape

Examen et mise à jour des données sur les aires protégées des îles du Pacifique

Les données relatives aux aires protégées des pays insulaires du Pacifique ont été examinées et mises à jour dans la Base de données mondiale sur les aires protégées (WDPA). Ainsi, ces pays seront plus à même de prendre des décisions éclairées concernant la gestion des aires protégées et la future extension du réseau d'aires protégées, et pourront mieux fonder leurs plans nationaux sur ces données. Le fait de disposer d'informations à

jour sur les pays, rendues disponibles au niveau mondial par le biais de la WDPA, est de la plus haute importance, puisqu'il s'agit de la source officielle de données sur les aires protégées utilisée par les organismes internationaux pour la confection de leurs analyses et pour la rédaction de leurs rapports.

Parmi les activités menées, on peut citer les missions d'assistance technique dans les différents pays et l'aide

à distance pour l'examen des données nationales avec les Membres du PROE. Y ont participé les ministères des différents pays et les organisations non gouvernementales intéressées aux Îles Salomon, à Nioué, aux Palaos, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Tonga et aux Tuvalu.

Ces opérations d'examen et de mise à jour ont été appuyées par le Programme pour la biodiversité et la gestion des

aires protégées (BIOPAMA), une initiative du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique financée par le 11^e Fonds européen pour le développement de l'Union européenne. Au nombre des partenaires figurent le Centre mondial de surveillance pour la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (WCMC-PNUE), le Bureau régional océanien de l'UICN, et Nature Conservancy.

Zone clé de la biodiversité de la forêt tropicale, Savai'i centrale, Samoa. Photo : © Stuart Chape



Progrès accomplis dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages (APA) dans le Pacifique

La mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation est appuyée dans la région du Pacifique par le Projet régional APA, exécuté par le PROE, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). D'importants progrès ont été accomplis en 2019 :

LES ÎLES SALOMON RATIFIENT LE PROTOCOLE DE NAGOYA

Les Îles Salomon ont préparé un instrument pour la ratification du Protocole de Nagoya. À la suite de sa ratification a été organisé un atelier national de sensibilisation et de renforcement des capacités de l'APA sur le Protocole de Nagoya et son éventuelle mise en œuvre. De plus, des progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'autres lois adaptées, comme le projet de loi relative aux savoirs traditionnels en cours de rédaction par le ministère de la Culture et du Tourisme. Ces travaux ont été accomplis en partenariat avec l'Initiative de renforcement des capacités de l'APA, une initiative financée par plusieurs donateurs, dont les États allemand, danois et norvégien et la Coopération UE-ACP, et mis en œuvre par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ).



Les Îles Salomon ratifient le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE D'APA POUR LA RÉPUBLIQUE DES ÎLES MARSHALL

En l'absence d'une loi nationale à cet égard, la nouvelle Politique des Îles Marshall en matière d'APA a pour objet des questions d'intérêt associées à l'accès aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels et à leur utilisation. Cette politique décrit des procédures qui définissent clairement la séquence d'étapes à suivre pour les chercheurs désireux d'avoir accès aux ressources génétiques et aux savoirs des Îles Marshall. Elle relève également les lacunes, les difficultés, les priorités et les besoins en matière de renforcement de capacités. D'autre part, il a été procédé à une analyse juridique, à l'organisation de trois ateliers nationaux de renforcement des capacités, à la rédaction d'un projet de politique, et à des actions d'accompagnement pour la validation de l'atelier sur les politiques à mener.

FEUILLE DE ROUTE POUR L'APA POUR LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Une feuille de route pour l'APA a été développée pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée afin d'ouvrir la voie pour la ratification et la mise en place d'un cadre institutionnel et d'une législation favorable. Elle a été rédigée en partenariat avec les ministères, les instituts de recherche et d'enseignement et les organisations non gouvernementales au cours de consultations nationales et de rencontres bilatérales. Au cours de ces activités, les participants ont pu se familiariser avec les critères de base du Protocole de Nagoya. Elles ont fait intervenir d'importantes considérations pour la conception, l'examen et la mise en œuvre du Protocole de Nagoya en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elles ont également mené à la formation d'un Comité gouvernemental en charge du travail technique sur l'APA, ayant pour tâche de faire progresser les opérations définies par la Feuille de route pour l'APA.

Rédaction de la feuille de route pour l'accès et le partage des avantages, PNG.



LES PALAOS ONT UNE NOUVELLE RÉGLEMENTATION SUR L'APA

Le PROE a aidé les Palaos à rédiger une première proposition de réglementation nationale sur l'APA, qui intègre les principaux critères du Protocole de Nagoya et qui est la première réglementation de ce type dans la région du Pacifique. Cette réglementation a été élaborée au cours de consultations bilatérales et d'un atelier national de deux jours pour les parties prenantes.

Elle renforce la Loi sur l'APA de 2018 en :

- définissant des cadres institutionnels multiétiqués pour l'« accès » aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels et pour le « partage des avantages » en découlant ;
- résolvant certains problèmes juridiques associés à l'accès et au partage des avantages dans le contexte de la conservation de la nature ;
- donnant une base juridique à l'utilisation coutumière durable et aux pratiques de gestion communautaire de l'environnement, tout en récompensant cette utilisation et ces pratiques ;
- protégeant et encourageant les savoirs traditionnels des peuples autochtones des 16 États des Palaos ;
- donnant une base juridique aux instruments de mise en conformité tels que le Consentement préalable donné librement et en connaissance de cause ou les Conditions convenues d'un commun accord avant de se voir donner accès aux ressources génétiques marines ou terrestres ou aux savoirs traditionnels ;
- sanctionnant le fait que les avantages, monétaires ou non, tirés du partage des ressources génétiques et des savoirs traditionnels appartiennent au peuple des Palaos.

Cette réglementation attend maintenant approbation. Les Palaos sont le premier pays de la région du Pacifique à appliquer la Loi sur l'APA.



Initiative du Pacifique pour la biodiversité, le changement climatique et la résilience

Lors de l'édition 2017 du sommet One Planet, le président français Emmanuel Macron s'est engagé à lancer une initiative internationale impliquant diverses parties prenantes en vue de renforcer les capacités de 19 États et territoires du Pacifique en matière d'adaptation aux conséquences du changement climatique et de protéger, restaurer et augmenter la biodiversité pour renforcer la résilience de leurs systèmes socioécologiques.

Pendant le deuxième sommet One Planet, qui s'est tenu en marge de la 73^e Assemblée générale des Nations Unies à New York, en 2018, l'Australie,

la France, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne ont annoncé le lancement d'une Initiative conjointe du Pacifique pour la biodiversité, le changement climatique et la résilience, avec une dotation conjointe de plus de 21 millions d'euros.

En novembre 2018, le Canada s'est associé à cette initiative en y ajoutant quelque 6,6 millions d'euros. En 2019, la France a accru son soutien d'un montant de 3 millions d'euros, faisant passer à 30,7 millions d'euros le fonds total alloué à l'Initiative du Pacifique. Cette somme servira à financer les projets visant à renforcer la résilience des



Mangroves à Choiseul, îles Salomon. Photo : © Stuart Chape

écosystèmes, des économies et des populations des îles du Pacifique face aux effets du changement climatique.

L'Agence française de développement (AFD) a contribué à la rédaction

du Document d'action de l'Initiative du Pacifique, en étroite collaboration avec le PROE et la Communauté du Pacifique (CPS). Le PROE, la CPS et l'UICN sont partenaires d'exécution pour l'Initiative.

L'Année océanienne des récifs coralliens 2018–2019

Plusieurs activités ont été menées dans le cadre de l'Année océanienne des récifs coralliens 2018–2019. Nous présentons ci-dessous les plus notables d'entre elles :

- La rédaction de notes d'orientation territoriales et nationales s'inspirant du Rapport sur l'état et l'évolution des récifs coralliens du Pacifique produit par le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens en partenariat avec le PROE, ainsi que des rapports sur l'état de la conservation et l'état de l'environnement, d'articles scientifiques et d'avis d'experts. Ces notes d'orientation sont actuellement à l'état de projet avant examen final ; elles seront diffusées en 2020.
- Le suivi, la collecte, l'analyse et la conservation de la base de données régionale sur les récifs coralliens hébergée au Centre de recherche insulaire et observatoire de l'environnement (CRIOBE) ; ces activités sont en cours, menées de façon conjointe avec le PROE. Le CRIOBE a donné son approbation au partage d'une partie des données avec le PROE à fins d'utilisation dans le cadre des projets BIOPAMA et Inform, exécutés par le PROE.
- En septembre 2018, la première réunion du Conseil exécutif du PROE a approuvé la mise en place d'un plan d'action pour les récifs coralliens. La première phase de ce plan d'action a consisté en une consultation à grande échelle des acteurs régionaux en 2019, qui a permis d'en produire un premier jet. La version finale de ce plan d'action sera produite en 2020.



Récifs de corail et îles. Photo : © Stuart Chape

Consolidation des relations entre le PROE et Wallis-et-Futuna



Champs de taro à Wallis-et-Futuna.

La consolidation de la collaboration entre le PROE et Wallis-et-Futuna a été rendue manifeste par une visite de haut niveau du PROE à Wallis-et-Futuna.

C'était la première fois qu'un Directeur général du PROE rendait visite à Wallis-et-Futuna pour y participer à diverses rencontres de haut niveau avec le Roi, le Président, les chefs coutumiers, le Conseil et le Préfet. Parmi les domaines

d'appui nécessitant l'aide du PROE, le Territoire a cité les aires marines protégées, la lutte contre les espèces envahissantes et la gestion des déchets.

Des visites de terrain ont également été organisées aux îlots de Wallis pour y observer les mesures de protection de la faune aviaire et de lutte contre les espèces envahissantes, ainsi que le centre de gestion et de recyclage des déchets de Wallis-et-Futuna.

Initiative de gestion des prises accessoires et écosystèmes intégrés

L'Initiative de gestion des prises accessoires et écosystèmes intégrés (BIEM) mise en œuvre par le PROE a pour objet la réalisation du Résultat 5 du programme du Partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin (PEUMP). L'objectif global du programme du PEUMP est d'« améliorer les avantages économiques, sociaux et environnementaux pour 15 États ACP découlant d'une intégration économique régionale plus forte et d'une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement ». Son objectif spécifique est d'« encourager une gestion et un développement durables des zones de pêche pour la sécurité alimentaire et la croissance économique, tout en tenant compte de la résilience face au changement climatique et de la conservation de la biodiversité marine ».

L'atelier de lancement du BIEM a été organisé en juillet 2019.

Au cours de cet atelier, le soutien pour ces activités a été assuré dans les cinq pays participants que sont les Fidji, les Îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Tonga et Vanuatu, dans le but d'atteindre les objectifs du programme du PEUMP.

Le programme du PEUMP prend des mesures à l'égard des problématiques les plus graves qui menacent la région. Parmi elles, on cite l'aggravation de l'appauvrissement des ressources halieutiques ; les menaces pour la biodiversité marine (parmi lesquelles les incidences négatives du changement climatique et des catastrophes qui y sont associées) ; le caractère inégale de la contribution de la pêche océanique au développement économique national ; la nécessité d'améliorer l'éducation et la formation dans le secteur ; la nécessité d'intégrer une approche fondée sur les droits et d'inciter



Écluses à poissons en pierres, île Naviti, aux Fidji. Photo : © Stuart Chape

à une meilleure prise en compte de la problématique femmes-hommes.

Ce programme quinquennal est financé par l'Union européenne (35 millions d'euros), avec un financement supplémentaire ciblé de la part de la Suède (10 millions d'euros). Il fournit une assistance concrète par le biais des organisations régionales afin de financer les activités à l'échelle nationale et régionale dans le Pacifique. Ce programme associe en outre les approches nationale et régionale, en portant une attention particulière sur les

actions et les services fournis au niveau des pays afin de favoriser et de canaliser des changements positifs pour les groupes ciblés, particulièrement les femmes, les jeunes et les groupes les plus vulnérables.

Le programme du PEUMP est actif aux États fédérés de Micronésie, aux Fidji, aux îles Cook, aux Îles Salomon, à Kiribati, à Nauru, à Nioué, aux Palaos, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en République des Îles Marshall, au Samoa, au Timor-Leste, aux Tonga, aux Tuvalu et à Vanuatu.

LA CONSERVATION EN ACTION À VANUATU GRÂCE AU BIEM [RAPPORT DU PEUMP/BIEM]

Une composante centrale de l'Initiative BIEM est l'application d'une gestion communautaire intégrée « de la crête au récif » dans le but de favoriser la conservation et la reconstitution des écosystèmes côtiers au bénéfice des habitants et de la biodiversité de Vanuatu.

Lors d'un atelier organisé en 2019, les représentants du Gouvernement et des ONG ont répertorié quatre zones côtières potentielles susceptibles de tirer parti de cette approche, dans le nord de l'île de Pentecôte (province de Penama) et dans l'ouest de Malekula (province de Malampa). Percevant l'importance de l'adhésion des populations locales et

d'initiatives émanant d'elles pour la conception et la mise en œuvre de l'approche de gestion « de la crête au récif », les partenaires de la BIEM se sont rendus dans les zones proposées pour y rencontrer les représentants des populations locales et leur demander s'ils seraient intéressés de participer à cette initiative.

Sur chacun de ces sites, les discussions ont porté sur les mesures nécessaires pour permettre aux femmes, aux hommes et aux jeunes de participer à chacune des étapes de la planification, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'initiative. Vu le large soutien dont bénéficie cette approche, il a été décidé que

les populations locales seraient impliquées dans la collecte de données de référence afin de comprendre l'état des ressources naturelles dont elles dépendent, et les menaces qui pèsent sur ces ressources en conséquence du changement climatique et d'autres pressions. Les habitants ont exprimé un vif intérêt dans la recherche de solutions axées sur la nature pouvant être appliquées pour contrer ces menaces, améliorer la sécurité alimentaire et conforter leurs moyens d'existence.

Fort de cette adhésion, le PROE collaborera avec ces communautés, les autorités et les ONG partenaires afin d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de gestion



Les délégués du ministère des Forêts et du ministère de la Conservation et de la Protection environnementale discutent des options de gestion intégrée « du massif au récif », en route pour un atelier de consultation communautaire à Southwest Bay, sur l'île de Malekula, à Vanuatu.

écosystémique intégrés jusqu'à la conclusion du programme du PEUMP, en décembre 2022.



Le Président de Wallis-et-Futuna, M. David Vergé, et le Directeur général du PROE, M. Kosi Latu, signent la Déclaration d'intention du programme PROTÉGÉ.

Renfort de financement pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique

Dans les îles du Pacifique, la terre et la mer sont étroitement liées. Les rats, les chats et d'autres espèces envahissantes brisent rapidement ces liens, notamment en s'attaquant à la flore et à la faune indigènes : semences des essences forestières, oiseaux forestiers, oiseaux marins, et autres composantes essentielles de l'écosystème. Les espèces envahissantes sont la cause principale des extinctions de masse observées au cours des cinq derniers siècles. Les espèces insulaires sont particulièrement vulnérables. Il est crucial d'établir des mesures de contrôle efficace des espèces envahissantes pour protéger les écosystèmes terrestres et maritimes, en soutenant leurs fonctions et en renforçant la résilience

de leurs populations face au changement.

Heureusement, plusieurs projets visant à résoudre ces problèmes vitaux sont entrés dans leur phase d'exécution en 2019 ; cumulant un financement de près de 12 millions d'USD, il s'agit du plus important renfort de financement jamais vu pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique.

Le programme PROTÉGÉ, financé par le Fonds européen de développement (FED11) renforcera le contrôle des espèces envahissantes dans les territoires français de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna, et s'étendra au territoire britannique des îles Pitcairn au cours des

quatre prochaines années. Ce projet est mis en œuvre par un accord de codélégation conclu entre le PROE, la CPS et l'Union européenne ; le PROE étant en charge de la mise en œuvre de la composante « espèces envahissantes ».

Le projet « Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique », financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM6), améliorera le contrôle des espèces à Nioué, en République des Îles Marshall, aux Tonga et aux Tuvalu, et renforcera les capacités régionales au cours des cinq prochaines années. Ce projet est mis en œuvre par le PNUE et exécuté par le PROE.

Lancement du Service régional du Pacifique d'appui à la gestion des espèces envahissantes

Le Service régional du Pacifique d'appui à la gestion des espèces envahissantes (PRISMSS) est un mécanisme régional qui contribue à la transposition à grande échelle du contrôle des espèces envahissantes dans tout le Pacifique. Il offre un appui à la gestion des actions de lutte contre les espèces envahissantes en uniformisant et en coordonnant les activités et les experts en contrôle des espèces envahissantes.

Le PRISMSS fournit un ensemble d'appui à la gestion complet, cohérent, efficace, efficient et accessible. Des conseils, des formations et un soutien opérationnel sont disponibles dans le cadre des

cinq programmes régionaux : « Protégeons nos îles », qui a pour objet la biosécurité nationale et interinsulaire ; « Pacifique sans prédateurs », qui vise à l'élimination des prédateurs mammifères introduits sur les îles ; « Guerre aux mauvaises herbes », qui vise au contrôle des mauvaises herbes prioritaires ; « Ennemis naturels – Solutions naturelles », qui a pour objet la lutte biologique contre les mauvaises herbes les plus répandues ; « Écosystèmes résilients – populations résilientes », qui appuie la réhabilitation écologique des zones prioritaires.

Le PROE joue le rôle de centre de coordination du

PRISMSS. Il s'agit d'un point unique de services coordonnés qui prodigue des conseils en matière d'activités de lutte contre les espèces envahissantes, d'élaboration de nouveaux projets, de formation, d'encadrement et d'appui à l'exécution des projets, et aide les donateurs en leur fournissant des options personnalisées et des résultats probants.

Les partenaires du PRISMSS sont le PROE, la CPS, BirdLife International, Island Conservation, Wellington UniVentures – Pacific Biosecurity, Manaaki Whenua – Landcare Research, et le Département néo-zélandais de la conservation.



La gestion des espèces envahissantes en cours. Photo : D. Moverley/PROE

Cours de gestion de programmes de lutte contre les espèces envahissantes du PRISMSS

Vingt combattants des espèces envahissantes du Pacifique, provenant de 11 îles du Pacifique, ont amélioré leurs connaissances et leurs compétences relatives à la gestion d'un programme complet et pratique de contrôle des espèces envahissantes au cours d'une formation de cinq semaines sur la gestion des programmes de lutte contre les espèces envahissantes.

Au cours de cette formation, ils ont acquis des outils et se sont penchés sur des études de cas relatifs aux pratiques de contrôle des espèces envahissantes

courantes dans le Pacifique. Les participants ont également pu se familiariser avec des flux de travail éprouvés au niveau régional, pris note des problèmes de logistique fréquents, et été sensibilisés à la nécessité d'une bonne planification pour la réussite des programmes de lutte contre les espèces envahissantes.

Les différents modules du cours ont couvert l'ensemble des programmes régionaux du PRISMSS : « Protégeons nos îles », « Guerre aux mauvaises herbes », « Pacifique sans prédateurs »,

« Ennemis naturels – Solutions naturelles », et « Écosystèmes résilients – Populations résilientes ». De plus, plusieurs thèmes transversaux ont été abordés dans ce cours, tels que la gestion de programmes, l'inclusion sociale et de genre, la santé et la sécurité, et la communication efficace.

Des coordinateurs et des professionnels de la lutte contre les espèces envahissantes des États fédérés de Micronésie, des Fidji, des Îles Salomon, de Kiribati, de Nioué, de la République des îles Marshall, du Samoa, des Samoa

américaines, des Tonga, des Tuvalu et de Vanuatu ont suivi ce cours, lequel a été élaboré pour résoudre les importantes lacunes dans le Pacifique.

L'animateur de la formation a été mis à la disposition du PROE par le Département néo-zélandais de la conservation. Cette formation a été donnée par BirdLife International, la CPS, le Département néo-zélandais de la conservation, Island Conservation, Manaaki Whenua – Landcare Research, le PROE, Think Safe, l'Université de Newcastle, et Wellington UniVentures – Pacific Biodiversity.

La biodiversité au-delà de la juridiction nationale

Les négociations portant sur l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et sur la conservation et l'utilisation durables de la diversité biologique marine dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale se sont poursuivies en 2019. Les deuxième et troisième sessions de la conférence intergouvernementale ont eu lieu au siège des Nations Unies à New York.

Après près d'une décennie de délibérations entre les pays et les parties prenantes, les négociations approchent de leur terme ; les Parties sont actuellement en train d'apporter les dernières touches au texte du traité.

En tant que gardiens de près de 10 % des surfaces océaniques du monde (dont de nombreuses aires de plancher maritime et de haute mer dépassant leurs frontières nationales), les îles du Pacifique sont très intéressées par cet instrument ; c'est pourquoi elles se sont

associées à sa création depuis ses toutes premières étapes afin de promouvoir leurs intérêts nationaux et régionaux.

Ces négociations portent sur des enjeux extrêmement techniques ; le PROE collabore avec les autres organismes du CORP pour offrir un conseil technique, en mettant notamment à contribution leurs savoirs en matière d'études d'impact environnemental, d'accès et de partage des avantages, et d'outils de gestion par zone (dont les zones marines protégées).



Les négociations portant sur l'instrument international juridiquement contraignant relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer arrivent à terme : les Parties sont en train d'apporter les dernières touches au texte du traité. Photo : P. Marsden

19

Le Pacifique était présent à la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction

La 18^e Conférence des parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES COP18) s'est tenue à Genève, en Suisse, en 2019.

Des représentants d'Australie, des Fidji, des Îles Salomon, de Nouvelle-Zélande, des Palaos, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu ont

pris part aux négociations qui ont menées à l'adoption de décisions par la Convention concernant l'ajout des requins mako, des raies-guitares (Rhinidae et Rhinobatidae), et des concombres de mer à l'Annexe II à la Convention. Ce sont des espèces qui ne sont pas menacées d'extinction, mais dont le commerce doit être contrôlé afin d'éviter

de menacer leur survie à l'état sauvage.

Le PROE a fourni un soutien technique par le biais d'une réunion de préparation, qui a également produit diverses ressources et supports promotionnels destinés à aider les délégués du Pacifique lors des négociations. Le PROE a collaboré avec les autorités des Palaos, du Samoa et de Vanuatu pour l'organisation

d'un gala océanien de soutien aux requins du Pacifique.

Suite à la CITES COP18, 18 espèces de requins et de raies menacées d'extinction, ainsi que 3 espèces de concombres de mer, ont été ajoutées à l'Annexe II de la CITES. Après près de deux semaines de négociations, plus de 70 % des voix se sont déclarées en faveur de l'ajout de toutes ces espèces.

Renforcer la résilience face au changement climatique grâce au PEBACC

Le Projet sur l'adaptation écosystémique du Pacifique au changement climatique (PEBACC) est une initiative quinquennale mise en œuvre par le PROE en partenariat avec les États des Fidji, des Îles Salomon et de Vanuatu. Ce projet est financé par l'Initiative internationale pour le climat administrée par le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire. Il porte sur le renforcement et la protection des services écosystémiques naturels en vue d'en améliorer la résilience au changement climatique. Voici les points saillants du projet PEBACC en 2019 :



INAUGURATION DU PARC NATUREL ET PATRIMONIAL DE BARANA, AUX ÎLES SALOMON

Le Parc naturel et patrimonial de Barana a été inauguré en 2019. Il s'agit d'une étape importante pour la conservation locale aux Îles Salomon. Ce parc, qui appartient aux habitants de Barana, couvre environ 5000 hectares de forêt dans la partie amont du bassin versant du fleuve Mataniko, un des plus grands cours d'eau qui arrosent la ville de Honiara. Cette initiative a notamment compris la construction d'un « Centre environnemental pour la résilience », une structure polyvalente bâtie en recourant à des techniques traditionnelles.

Les objectifs de gestion incluent la conservation et la réhabilitation des écosystèmes vulnérables, afin de préserver leur rôle dans le renforcement

de la résilience économique et sociale au changement climatique. Ce parc comprend également plusieurs sites de batailles et pièces d'exposition de la Seconde Guerre mondiale, ce qui en fait une partie importante du patrimoine de l'agglomération de Honiara.

Le parc sera notamment actif dans la reforestation pour réduire les risques d'inondation, la replantation des zones ripariennes ou de bassins-versants pour lutter contre l'érosion des sols, la gestion durable de l'utilisation des terres et sa cartographie, le développement de l'écotourisme et d'activités génératrices de revenus axées sur la nature.

Grâce à l'appui de la division Changement climatique de



l'administration salomonienne, son Centre est équipé d'une installation solaire qui répond à tous ses besoins énergétiques. Cette action démontre l'engagement du pays à nouer des partenariats et à favoriser l'atténuation des effets du changement climatique.

Le projet du Parc naturel et patrimonial de Barana a

Cérémonie d'inauguration officielle du Parc naturel et patrimonial de Barana, aux Îles Salomon.

été choisi à la suite d'une étude approfondie, réalisée suivant une approche participative à la demande du Gouvernement, dénommée « Analyse et cartographie de la résilience socioéconomique et écosystémique ».

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION À LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU DE WAGINA, AUX ÎLES SALOMON

Un point fort de cette campagne a été le spectacle de danses traditionnelles et le concours de beauté « Reine de l'eau », organisés par les quatre communautés de l'atoll de Wagina, dans la province de Choiseul. Cet événement avait pour but de sensibiliser à la gestion des ressources en eau, un service écosystémique qui est menacé par le changement climatique et par les activités anthropiques. Une étude de référence a été réalisée dans le cadre de ce projet, laquelle

a fait ressortir que la qualité de l'eau est le problème environnemental le plus urgent, auquel une solution permettra de renforcer la résilience des populations face au changement climatique.

Plus d'un millier de personnes ont participé aux diverses manifestations qui se sont déroulées pendant deux jours.

Chacun des quatre villages a organisé un spectacle culturel et des présentations sur leur accès particulier aux sources

d'eau majeures de Wagina, et sur la manière de bien les gérer. Le jury, composé de représentants des principaux partenaires, a donné une note pour chacune de ces présentations.

Cette campagne coordonnée par le biais du PEBACC a été couronnée de succès par sa mise en évidence du fait que nombre des solutions avancées pour renforcer la résilience peuvent être mises en œuvre par les populations elles-



Photo : © Stuart Chape

mêmes. Le PEBACC encadre à présent les populations dans l'élaboration d'un guide et d'un plan d'action locaux pour la gestion des ressources en eau.

FORMATION À LA GESTION DURABLE DES TERRES ET DES FORÊTS AUX FIDJI

Vingt-sept agriculteurs des arrondissements de Dreketi, Macuata, Sasa et Seaqaqa de la province de Macuata ont été formés à la théorie et à la pratique de la gestion durable des terres et des forêts. Parmi les résultats de cette formation, on a vu la mise en place d'un groupe de « Défenseurs citoyens de la santé des terres ».

Une partie du Grand récif des Fidji, connue sous le nom de « *Qoliqoli Cokovata* », a été désignée comme site Ramsar dans le cadre de la Convention internationale de Ramsar sur

les zones humides. C'est la première zone maritime des Fidji à être désignée comme « zone humide d'importance internationale nécessitant une protection et une gestion ».

Le bassin-versant du fleuve Dreketi est le plus grand bassin-versant à déverser ses eaux dans la zone marine du *qoliqoli*. Il s'agit d'une source de pollution d'origine terrestre, provoquée par les activités agricoles. La formation a porté sur l'importance écologique et économique du *Qoliqoli Cokovata* et sur le rôle que jouent les agriculteurs dans sa

protection, en améliorant les pratiques de gestion des terres et les méthodes agricoles afin de réduire l'érosion des sols, la sédimentation et l'utilisation de produits agrochimiques.

Cette formation à la gestion durable des terres et des forêts du bassin-versant du Dreketi a été coordonnée par le PROE, en partenariat avec le WWF Pacifique et l'administration fidjienne via le projet PEBACC. Elle fait partie des activités menées pour la mise en place d'un plan de gestion pour le bassin-versant du fleuve Dreketi.



Les agriculteurs ont été formés à la théorie et à la pratique de la gestion durable des terres et des forêts. Photo : A. Montoro

FORMATION À LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES À TAVEUNI, AUX FIDJI

Plusieurs activités ont été organisées à Taveuni en 2019 pour y sensibiliser la population à la gestion durable des terres et des forêts et pour renforcer ses capacités en ce sens. Tout au long de cette année, plus de cent personnes, représentant différentes parties prenantes, ont suivi la formation sur la conduite des opérations de gestion des ressources naturelles dans le cadre de la campagne de communication de Wakatu à Taveuni.

Cette formation avait pour objet le renforcement de la sensibilisation aux enjeux et aux actions associées à la gestion écologique et des ressources naturelles, en mettant un accent particulier sur la promotion des bonnes pratiques. Les participants, qui ont désormais reçu le titre de « Défenseurs de Wakatu » ont été formés à diverses compétences, dont la prise de parole en public, l'animation communautaire et l'utilisation des ressources

pédagogiques de Wakatu. Suivant une approche de « formation des formateurs », plusieurs Défenseurs forment à présent d'autres groupes dans leurs propres communautés, tels que des associations religieuses ou des associations de jeunes. Ainsi, la formation s'assure d'avoir des retombées aussi grandes que possible, en renforçant les capacités de gestion améliorée des ressources naturelles et des écosystèmes de Taveuni.

La campagne de communication de Wakatu a été mise en place pour appuyer le Programme de reforestation et d'agroforesterie de Taveuni, qui a installé une pépinière d'essences indigènes en 2019 pour commencer à planter ces arbres dans toute l'île.

Cette campagne a été menée en partenariat avec les autorités fidjiennes et l'ONG cChange, spécialiste des communications.

21

APPRENTISSAGE MUTUEL : FIDJI, NOUVELLE-CALÉDONIE, POLYNÉSIE FRANÇAISE, VANUATU ET WALLIS-ET-FUTUNA

Une équipe du ministère vanuatuan des Forêts s'est rendue sur les sites de la pépinière dirigée par le Ministère fidjien des Forêts afin d'améliorer sa connaissance des techniques de mise en place d'une pépinière d'essences indigènes et de collecte, conservation et diffusion de leurs semences. Cet échange a compris une visite des pépinières forestières du ministère à Colo-i-Suva, Labasa, Savusavu et Taveuni. L'équipe a également bénéficié d'une visite guidée des sites de replantation de la mangrove sur la côte de Suva.

Cet échange d'enseignements a contribué à renforcer les capacités du personnel technique du ministère vanuatuan des Forêts, qui est désormais mieux outillé pour atteindre les objectifs nationaux en matière de replantation et pour appuyer les initiatives de reforestation du PEBACC à Port-Vila.

Lors d'une deuxième session d'échange d'enseignements, des cadres techniques et de gestion provenant de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna ont visité Vanuatu pour

y étudier des solutions au changement climatique axées sur la nature dans le cadre des projets PEBACC et RESCUE (Projet de restauration des services écosystémiques et d'adaptation au changement climatique) de la CPS. Cette session d'échanges à Vanuatu incluait une réunion d'information d'une journée, accompagnée de visites de terrain à Éfaté pour y étudier les différentes solutions axées sur la nature qui y sont mises en œuvre.

C'était la première fois que la Nouvelle-Calédonie, la

Polynésie française et Wallis-et-Futuna entraient en contact avec le travail des pays ACP. Suite à cela, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna ont été inscrites dans les futurs projets multinationaux d'adaptation écosystémique.

Cet échange d'expériences a été rendu possible grâce au PEBACC, en partenariat avec l'UICN France, Vanuatu Live and Learn, et les associations locales.



Formation aux études d'impact environnemental pour l'extraction minière aux Îles Salomon

Formation à la procédure de demande pour les études d'impact environnemental et pour les autorisations d'extraction minière aux Îles Salomon, qui a eu lieu en 2019. Les participants étaient issus de la Division Environnement et conservation, du ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Électrification rurale, et d'entreprises minières actives aux Îles Salomon.

Les lignes directrices « Renforcer les études d'impact sur l'environnement pour les États et territoires insulaires océaniques (Directives régionales des ÉIE) ont fait partie des principaux objets de cette formation. Les boîtes à outils ont été utilisées pour montrer la façon dont les procédures de sélection, d'évaluation de la portée et d'étude des rapports d'ÉIE pour l'extraction minière peuvent être appliquées aux activités de développement de l'extraction minière. Des visites de terrain ont été organisées sur plusieurs sites miniers en guise d'exercice pratique. Les exploitants miniers ont expliqué leurs procédures, notamment la manière dont les plans de gestion de l'environnement des mines sont utilisés pour suivre leurs opérations.

Un expert en extraction minière de la Banque mondiale a fourni un conseil technique sur les plans de fermeture et de réhabilitation des sites miniers et sur la gestion globale des opérations minières.

Cette activité s'est déroulée en partenariat avec le PROE, le ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie, le ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Électrification rurale, Win Win Mining Industry et Gold Ridge Mines. L'intervention de la Banque mondiale a été rendue possible grâce au Partenariat océanique pour l'apprentissage pour la sauvegarde environnementale et sociale.



Le personnel du Département des mines du ministère des Mines, de l'énergie et de l'Électrification rurale des Îles Salomon, suivant une formation sur le renforcement des capacités de l'ÉIE. Photo : J. Daventanivalu/PROE

Partenariat océanien pour l'apprentissage pour la protection de l'environnement et du milieu social

Le Partenariat océanien pour l'apprentissage pour la protection de l'environnement et du milieu social (PLP-ESS) a été créé en 2019 par le PROE, la Banque asiatique de développement (BAD), l'Université du Pacifique Sud et la Banque mondiale. Les Principes de collaboration du PLP-ESS ont été signés lors de la 19^e Conférence annuelle de l'Association internationale pour les études d'impact (IAIA19).

Ce partenariat réunit de nombreuses compétences, financements et expériences pratiques de grande importance. Le PLP-ESS contribuera aux efforts visant

à assurer la bonne gestion des risques environnementaux et sociaux auxquels est exposée l'infrastructure, pour le développement économique et l'avenir durable des populations dans toute la région du Pacifique.

Il répondra aux besoins des Membres des îles du Pacifique et appuiera le renforcement des capacités, la formation, l'échange de connaissances, le savoir et le renforcement des capacités techniques en matière de garanties environnementales et sociales, ainsi que les normes développement des infrastructures dans la région du Pacifique. Ce soutien



contribuera notamment au bon déroulement des formations, à l'échange d'expériences et des connaissances, au suivi des personnes formées, à l'élaboration des cursus, à la mise à disposition de lieux de formation, à la participation de formateurs.

Le Directeur général du PROE, M. Kosi Latu, en compagnie de M. Ede Ijasz-Vasquez, Directeur principal du Pôle mondial d'expertise en résilience sociale et urbaine de la Banque mondiale.

La signature des Principes lors de l'IAIA19 est le fruit de cinq années de discussion en vue de nouer un partenariat fondé sur les points forts de chacun des partenaires.

Renforcement des capacités dans les États fédérés de Micronésie

La formation aux Études d'impact sur l'environnement (ÉIE) et à l'Évaluation stratégique de l'environnement (ÉSE) qui s'est déroulée dans

l'État de Yap, aux États fédérés de Micronésie, a renforcé les capacités des principaux acteurs à réaliser des Études d'impact sur l'environnement à

Yap. Conformément aux Lignes directrices régionales pour les ÉIE, cette formation a été mise en parallèle avec la loi de l'État de Yap pour permettre aux participants de comprendre les exigences légales, l'importance sociale et les avantages financiers et environnementaux à long terme d'une ÉIE.

Elle a pu compter sur la participation de l'Agence de Yap pour la protection de l'environnement, des Travaux publics et du Transport, de la Santé environnementale, de la Gestion des déchets, de la Pêche, de l'Office pour la gestion de projets, de représentants des populations locales et de l'Office pour la préservation de l'histoire de Yap.

Parmi les projets de développement actuellement proposés, on compte une nouvelle décharge, une ferme solaire et l'extension

de la jetée. Ces projets ont été soumis à l'attention des participants à la formation afin d'en évaluer les risques et les avantages. Les participants ont mis à profit leurs diverses compétences pour proposer des mesures d'atténuation et des options permettant de réduire l'impact de ces projets.

La visite de la décharge et de la jetée existantes a permis de rappeler aux organismes régulateurs l'importance du suivi des conditions d'approbation et des pratiques de gestion de ces sites. Cela a accru leur conviction de la nécessité d'adopter une pensée critique lors de leurs inspections et de donner des recommandations en vue d'améliorations.

Cette formation a été organisée par un partenariat entre le PROE et l'Agence de protection de l'environnement de Yap.



Les participants à la formation aux ÉIE et aux ÉSE à Yap, États fédérés de Micronésie, en compagnie du Dr Gregory Barbara du PROE.
Photo : G. Barbara/PROE

Élaborer des Lignes directrices régionales pour l'Évaluation stratégique de l'environnement

Des représentants des départements de l'Environnement de 13 pays Membres du PROE se sont réunis en novembre à Auckland, en Nouvelle-Zélande, pour étudier la proposition de Lignes directrices régionales pour l'Évaluation stratégique de l'environnement, avant de la soumettre à la réunion du Conseil exécutif du PROE de 2020 pour solliciter son approbation. Cette session extraordinaire s'est tenue avant la 19^e Conférence annuelle de l'Association internationale pour les études d'impact de 2019, à laquelle ont participé de nombreux délégués des îles du Pacifique.

Les représentants à cette consultation se sont entre autres penchés sur la sensibilisation et la formation des participants aux procédures d'ÉSE, afin de favoriser une meilleure compréhension de ce concept et de son application dans la région. Ils ont aussi partagé leur avis sur les Lignes directrices, devant encore être complété par les réponses de leur pays après leur retour, afin d'accompagner le PROE dans les dernières étapes de leur rédaction.

Le Fonds suédois a, par le biais du programme ONU Environnement, contribué à l'organisation et au



financement de cet atelier de consultation régionale à Auckland, en Nouvelle-Zélande, qui a précédé la 19^e Conférence annuelle de l'Association internationale pour les études d'impact (IAIA19).

Les discussions en cours lors de la 19^e Conférence annuelle de l'Association internationale sur les études d'impact environnemental, en 2019, à Auckland, en Nouvelle-Zélande. Photo : F. Tinai/PROE

Le Pacifique était présent aux Conférences de l'Association pour les études d'impact

Les îles du Pacifique ont été représentées à la 19^e Conférence annuelle de l'Association internationale pour les études d'impact de 2019 ainsi qu'à la Conférence de 2019 de l'Association néo-zélandaise pour les études d'impact (NZAIA).

Le thème de la Conférence de la NZAIA était « Atténuation des effets du changement climatique et adaptation : étudier l'impact » ; elle a pu compter sur une forte participation des îles du Pacifique. La Conférence

s'est penchée sur les bonnes pratiques en matière d'ÉIE (et d'ÉSE), ainsi que sur les enseignements tirés des projets en faveur de l'adaptation aux effets du changement climatique, notamment les infrastructures côtières. Elle a permis de mieux comprendre les procédures d'ÉIE et les mesures d'atténuation des risques afin d'éviter des conséquences indésirables lors des projets d'infrastructure côtière, ainsi que les mesures en faveur de l'atténuation des effets du changement climatique et de l'adaptation à ceux-ci.

Le Directeur général du PROE, M. Kosi Latu, était l'un des principaux intervenants à la NZAIA 2019. Il a souligné l'importance de la conformité aux procédures d'ÉIE, notamment en ce qui concerne les approches écosystémiques, pour assurer la durabilité et la résilience des populations du Pacifique et de son environnement naturel.

Au cours de cette Conférence, les délégués du Pacifique insulaire ont suivi une formation aux études environnementales et aux mesures d'atténuation. Cette

participation a été rendue possible notamment grâce au Mémoire d'entente entre le PROE et la NZAIA. Elle a compris une visite technique sur le site du projet de construction d'autoroutes côtières mené par l'Agence néo-zélandaise des transports, dans le cadre d'une activité de renforcement des capacités. À cette occasion, les Membres des îles du Pacifique ont pu échanger avec les organismes basés en Nouvelle-Zélande pour partager leurs expériences en matière d'ÉIE et apprendre les uns des autres.

Des appareils mobiles pour la collecte de données

Plusieurs Membres des îles du Pacifique évaluent en ce moment l'application de la collecte de données mobiles pour fluidifier le flux de travail à cet égard. Les téléphones portables et les tablettes sont utilisés pour combler les lacunes relevées dans les bases de données.

KoBoToolbox, un outil gratuit en code ouvert conçu pour la collecte mobile de données, permet de recueillir les données et de les gérer selon un protocole prédéfini et normalisé. Toute personne qui collecte des données au moyen

d'une application mobile peut le faire en répondant à une série de questions présentées dans un formulaire préétabli, propre à chaque projet. Les données peuvent être recueillies hors-ligne dans des endroits isolés, et envoyées une fois que la connexion est rétablie avec les serveurs sur nuage, pour en permettre l'analyse ultérieure.

Le PROE a présenté cette technologie aux utilisateurs par le biais du projet quadriennal régional « Inform » (2017-2022), financé par le Fonds pour l'environnement



Les participants suivant une formation sur la collecte des données mobiles, avec l'équipe Inform.

mondial (FEM) et mis en œuvre par le programme ONU Environnement. Elle est gratuite, facile à utiliser, et aide les Membres des

îles du Pacifique à résoudre les problèmes de lacunes dans les bases de données environnementales.

Le PROE collabore avec les Membres en vue de l'Open Data du Pacifique

Tous les pays des îles du Pacifique Membres du PROE disposent désormais d'un portail national de l'environnement spécifique qui permet la gestion et le partage de leurs données. Pour aider les Membres à renforcer leurs capacités à gérer au mieux les données présentes sur leur portail, différents ateliers régionaux et nationaux ont été organisés avec des participants des États fédérés de Micronésie, des Fidji, des Îles Cook, des Îles Salomon, de Kiribati, de Nauru, de Nioué, des Palaos, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la République des Îles Marshall,

du Samoa, des Tonga, des Tuvalu et de Vanuatu.

Le Portail du Pacifique pour l'environnement (PEP) a également été déployé par le PROE afin de synthétiser et de partager les informations du PROE et de la Communauté du Pacifique (CPS) au niveau régional, via un partenariat visant à améliorer la gestion des données dans le Pacifique. Ensemble, le PEP et les portails de données nationaux ont rendu disponibles plus de 8 000 jeux de données portant sur des sujets tels que le changement climatique et la biodiversité.

Un modèle de Politique en matière de partage des données a aussi été partagé avec les pays en vue de son utilisation. L'Autorité de conservation et de protection de l'environnement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a depuis lors modifié ce document pour produire sa propre Politique en matière de partage des données, qui contribue à promouvoir le partage des données avec l'administration de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Ces activités menées en vue du libre partage des données (Open Data) dans le Pacifique ont été organisées dans le

cadre du projet quadriennal régional « Inform » (2017-2022), financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et mis en œuvre par le programme ONU Environnement pour l'environnement. Elles sont exécutées par le PROE dans 14 pays insulaires du Pacifique : les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les Îles Cook, les Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Îles Marshall, le Samoa, les Tonga, les Tuvalu et Vanuatu.





Le Directeur général de la Communauté du Pacifique, Dr Collin Tukuitonga, en compagnie du Directeur général du PROE, M. Kosi Latu.

Des partenariats pour l'accès aux données dans le Pacifique

Le PROE coordonne les produits des données en interne en favorisant un meilleur accès aux données par les îles du Pacifique par une collaboration visant à renforcer les capacités nationales de gestion et d'utilisation de ces données. Ces actions ont aussi donné naissance à un partenariat entre le PROE et la Communauté du Pacifique pour la gestion des données dans le Pacifique, une collaboration visant à résoudre le problème du déficit de données qui se fait ressentir dans toute la région.

Grâce à ce partenariat, l'équipe du PROE responsable du Portail du Pacifique pour l'environnement et celle de la CPS en charge du Centre des données du Pacifique ont œuvré ensemble à rendre disponible les données de leurs deux organisations au grand public et, surtout, à nos Membres.

Ces derniers bénéficient désormais de données publiques provenant de leurs propres organismes, du PROE, de la CPS et des réseaux associés, toutes rendues disponibles sur leurs propres portails de données nationaux.

Des données pour la prise de décisions

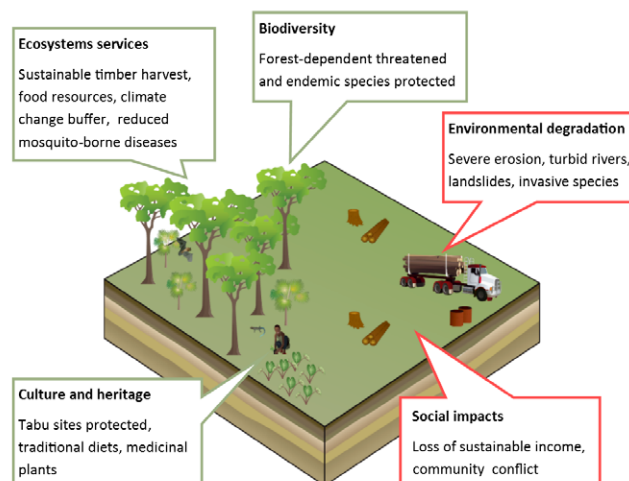
Des indicateurs environnementaux ont été définis et sont à présent appliqués. Ils aident les Membres du Pacifique à suivre la santé de leur environnement dans des zones cruciales au fil du temps, ce qui améliore leurs capacités de suivi et de gestion. En associant ces indicateurs aux accords environnementaux multilatéraux et aux objectifs de développement durable, les Membres du Pacifique peuvent les réutiliser pour satisfaire à plusieurs obligations de compte rendu à la fois, ce qui

contribue à réduire la charge que représente cette tâche pour nos Membres. Ces indicateurs environnementaux ont été définis par un partenariat entre le PROE et l'Organisation fédérale d'Australie pour la recherche scientifique et industrielle.

En 2019, les rapports sur l'état de l'environnement approuvés pour les îles du Pacifique ont aidé les décideurs à synthétiser les données environnementales et à prendre des décisions éclairées en

matière d'attribution des financements et d'élaboration de politiques. Ces rapports sur l'état de l'environnement ont été rédigés en 2019 pour les États fédérés de Micronésie et les Îles Salomon. Cette activité a été réalisée à l'initiative du Projet de phase II de l'Union européenne pour le renforcement des capacités en lien avec les accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ou ACP-MEA 2.

Un outil de communication de rapports a été conçu pour les Membres des îles du Pacifique dans le but de les aider à maintenir à jour leurs indicateurs environnementaux et de les rendre conformes à toutes les exigences en vigueur aux plans national et international en matière de comptes rendus. Ainsi, il est désormais possible de satisfaire aux obligations de rapport d'un simple clic. Cet outil a été conçu avec le soutien du projet « Inform » du FEM.



Échange de connaissances entre pays du Sud sur l'Open Data pour l'environnement

Différentes manifestations susceptibles de donner lieu à des échanges entre pays du Sud ont été organisées dans les îles du Pacifique. Celles-ci ont fourni une excellente occasion aux participants d'en apprendre plus sur l'intérêt des données en accès libre et de la centralisation de l'hébergement et de l'accès aux données environnementales. Les échanges ont notamment porté sur les différentes manières d'interpréter, d'analyser et de présenter les données de manière simple et efficace.

Dans le Pacifique, les données environnementales sont souvent dispersées et conservées sur différents ordinateurs personnels, sans banque de données

centrale permettant d'unifier leur conservation et leur consultation. Cela complique l'accès aux données susceptibles de faciliter la planification environnementale, le suivi, les comptes rendus et la prise de décisions dans la région du Pacifique.

Les échanges de connaissances entre pays du Sud ont notamment inclus un aspect de « formation des formateurs », avec un plan d'action associant apprentissage et performances, le but étant de veiller à ce que les personnes formées partagent elles aussi leurs compétences nouvellement acquises avec un public plus large, dans leurs pays respectifs. Ainsi, la formation prodiguée au délégué des États



Les participants des échanges de connaissances Sud-Sud au cours d'une activité de travail de groupe. Photo : L. Reupena/PROE

fédérés de Micronésie a ensuite été relayée aux quatre États membres de cette fédération. De même, le délégué de Kiribati a organisé une formation des autres membres du personnel du ministère kiribatien de l'Environnement.

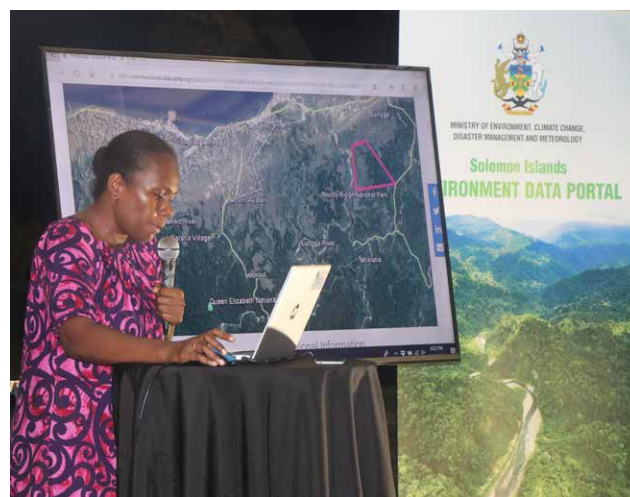
Ces échanges de connaissances entre pays du Sud ont été organisés par le projet « Inform » financé par le FEM, mis en œuvre par le Programme ONU Environnement et exécuté par le PROE.

Lancement du Portail des données environnementales des Îles Salomon !

Les Îles Salomon sont entrées dans l'histoire en lançant leur propre Portail des données environnementales, qui est désormais leur banque de données nationale officielle en ligne pour la gestion centralisée des données environnementales.

Le projet « Inform » du FEM et du PNUE, exécuté par le PROE, a mis en place 14 portails nationaux dans la région, dont le Portail des données environnementales des Îles Salomon, lancé en 2019. Ce portail abrite des informations environnementales, tant privées que publiques, ainsi que les données employées pour produire le rapport sur l'état de l'environnement des Îles Salomon.

Le Portail des données environnementales des Îles Salomon a été lancé en juin à l'occasion d'une manifestation organisée par le ministère de l'Environnement, avec le soutien du PROE, par le biais du projet « Inform » et du Projet sur l'adaptation écosystémique du Pacifique au changement climatique (PEBACC).



Mme Debra Kereseka, Directrice de l'Environnement, Ministère de l'Environnement, du changement climatique, de la gestion des catastrophes et de la météorologie des Îles Salomon, lors du lancement du Portail de données sur l'environnement des Îles Salomon. Photo : Projet Inform/PROE

Gestion des déchets et lutte contre la pollution



Décharges de Nauru. Photo : © Stuart Chape

Projet de lignes directrices concernant la gestion des déchets générés par des catastrophes naturelles

Les déchets non contrôlés générés par des catastrophes naturelles peuvent avoir des conséquences négatives sur le redressement des pays touchés par ces catastrophes. Cela a conduit à la rédaction du Projet régional de lignes directrices concernant la gestion des déchets générés par des catastrophes, qui a été présenté lors de la 29^e Conférence du PROE.

Ces lignes directrices constituent une première dans la région du Pacifique. Elles ont été élaborées par le J-PRISM II (Deuxième phase du Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives

régionales de gestion des déchets solides dans les pays insulaires du Pacifique) en partenariat avec le PROE.

L'objectif est d'améliorer les compétences et les connaissances des responsables locaux et du personnel en matière de gestion des déchets générés par des catastrophes lorsque des phénomènes naturels se produisent. Cela permettra aux Îles du Pacifique d'élaborer des Plans nationaux de préparation et d'intervention pour gérer les déchets générés par des catastrophes et améliorer la résistance des écosystèmes aux catastrophes naturelles.

Ces lignes directrices mettent l'accent sur l'aspect pratique et sur la période post-événement. Celles-ci comprennent les dispositions prises avec les sociétés de recyclage locales en vue de la récupération

des déchets recyclables ainsi qu'avec les entrepreneurs prenant en charge l'entretien des routes et la collecte des ordures pour faciliter une gestion rapide des déchets.

Ces lignes directrices sont basées sur les leçons tirées des interventions lors des catastrophes passées effectuées au cours du J-PRISM 1 de 2011 à 2016 aux Fidji, aux Îles Salomon, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu. Deux consultations sous-régionales ont également été menées, au Samoa en 2018 et aux Palaos en 2019, par de hauts fonctionnaires du Bureau de gestion des catastrophes et du Bureau national de gestion des déchets, qui ont travaillé sur ces lignes directrices.

Le lien étroit existant entre ces deux Bureaux est très important en termes d'harmonisation des principes

de gestion des déchets et du cycle de gestion des catastrophes. Cela leur a permis de proposer des aménagements en matière de gestion des déchets plutôt que des réponses ponctuelles.

Les Îles du Pacifique ont enregistré des masses de déchets incroyables générées lors de catastrophes naturelles qui, selon les experts, peuvent représenter jusqu'à dix fois la moyenne des déchets générés dans des conditions normales. Outre le fait de détourner des installations d'élimination la plupart des déchets générés par des catastrophes par le biais de la récupération de ressources, une bonne gestion des déchets générés par les catastrophes peut faciliter les efforts de récupération tels que le déblaiement des obstructions et l'accès aux communautés affectées.



Les Membres de l'équipe du J-PRISM II avec le Directeur général adjoint du PROE, M. Roger Cornforth, lors de la cérémonie de lancement officielle des lignes directrices durant la 29^e Conférence du PROE.

Les parties prenantes de Vanuatu bénéficient d'une formation pilote en matière de gestion des déchets générés par des catastrophes

Des Membres du gouvernement, des Organisations non gouvernementales (ONG), de la société civile, des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, des Membres de la sécurité civile, des partenaires du secteur privé et autres parties prenantes ont participé à la Formation des formateurs afin d'améliorer la gestion des déchets générés par des catastrophes à Vanuatu.

Une subvention du Gouvernement canadien par l'entremise du Fonds canadien en faveur des initiatives locales (FCIL) a aidé le PROE à renforcer la capacité de Vanuatu à faire face aux déchets générés par des catastrophes comme les cyclones, les tsunamis, les inondations et les éruptions volcaniques.

Avec le soutien technique du J-PRISM II et l'Université de Newcastle, en Australie, la formation a été fondée sur

le projet régional de lignes directrices concernant la gestion des déchets générés par des catastrophes, élaboré par le J-PRISM II et le PROE.

Une partie de la formation comprenait le retrait des matériaux récupérables provenant des déchets générés par des catastrophes, dont le bois et le métal des bâtiments en ruine, les déchets verts ainsi que d'autres matériaux réutilisables, afin de réduire les déchets destinés à la décharge.



Les participants à la formation pilote sur la gestion des déchets générés par des catastrophes naturelles, à Vanuatu, présentant leurs résultats. Photo : B. Guinto/PROE

Les déchets dangereux peuvent être gérés correctement grâce à la mise en place de sites d'élimination temporaires, comme préconisé dans les lignes directrices.

Consultation sous-régionale sur le Guide régional de gestion des déchets générés par des catastrophes en Micronésie

Le deuxième atelier sous-régional sur la gestion des déchets générés par des catastrophes a été organisé aux Palaos afin d'obtenir la contribution des pays insulaires du Pacifique Nord : les États fédérés de Micronésie, les Palaos et la République des Îles Marshall.

Cela faisait partie de la consultation régionale afin d'élaborer le guide de gestion régionale des déchets

générés par des catastrophes. Les responsables et les représentants de l'Organisme de gestion des catastrophes et de l'Organisme de gestion des déchets ont abordé les enjeux et les défis qui affectent la gestion des déchets générés par des catastrophes dans leurs pays respectifs.

Le J-PRISM II et le PROE en partenariat avec l'Organisation Internationale du Travail, l'Organisation internationale

pour les migrations et l'Université de Tokyo, ont présenté des exposés sur la gestion des déchets générés par des catastrophes et ont animé les débats sur les Plans d'action nationaux pour la gestion de ces déchets.

L'atelier sous-régional s'inscrivait dans le prolongement de celui du Samoa en octobre 2018 sur les pays insulaires du Pacifique Sud.



Les participants à l'atelier sous-régional de Micronésie sur la gestion des déchets générés par des catastrophes naturelles.

29

Des associations de recyclage et de gestion des déchets créées aux Îles Salomon et à Vanuatu

Deux associations de recyclage et de gestion des déchets ont été créées aux Îles Salomon et à Vanuatu en 2019 à la suite de la Table ronde pour un Pacifique propre qui s'est tenue en 2018. Soutenues par le J-PRISM II, ces deux associations de recyclage indépendantes contribueront au renforcement des opérations de recyclage dans le Pacifique.

La création de l'Association de recyclage et de gestion des déchets des Îles Salomon a été organisée avec succès, avec le souhait de créer une

société d'économie circulaire par le biais de la coopération publique et privée dans la prochaine stratégie de développement quinquennale. Travailler avec des partenaires dans le secteur de la gestion des déchets permettra de surmonter les défis que doit relever l'industrie de recyclage des Îles Salomon.

La cérémonie d'inauguration a été coparrainée par cette association et par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) par le biais de la phase 2 du J-PRISM.



Plus de 60 parties prenantes ont participé à l'inauguration de l'Association de recyclage et de gestion des déchets au Vanuatu dont le premier projet sera probablement un système de dépôt pour les récipients de boisson.

L'Association organisera une consultation publique en 2020

Mise en place de panneaux pour les décharges temporaires à Vanuatu. Photo : B. Guinto/PROE

pour promouvoir leurs activités.

Ces sociétés mixtes sont financées par la JICA dans le cadre du projet J-PRISM II en partenariat avec le PROE.



Réunion du Comité de pilotage du PacWastePlus à Nadi, aux Fidji.
Photo : N. Narayan/PROE



L'équipe de PacWastePlus ainsi que les participants à la réunion du Comité de pilotage à Nadi, aux Fidji.
Photo : N. Narayan/PROE

Le PacWastePlus contribue à poser des gestes concrets dans les îles du Pacifique

Le Programme de gestion des déchets du Pacifique et de l'UE (PacWastePlus) est un projet de 16,5 millions d'euros sur 64 mois, fondé par l'Union européenne et mis en œuvre par le PROE. Il portera à la fois sur la gestion rentable et durable des déchets et de la pollution et aura des répercussions plus larges, notamment sur la santé publique et le bien-être, le changement climatique, la gestion des catastrophes, la préservation de la biodiversité et la récupération des ressources.

Les filières de déchets prioritaires comprennent les déchets dangereux, en particulier l'amiante, les déchets électroniques et les déchets médicaux ; les déchets solides spécifiquement recyclables, les déchets organiques, les déchets générés par les catastrophes et les déchets encombrants ; et les aspects connexes des eaux usées.

PacWastePlus travaille avec 14 pays dans la région du Pacifique : les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les îles Cook, les Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Îles Marshall, le Samoa, le Timor-Leste, les Tonga, les Tuvalu et Vanuatu, afin de tirer parti des systèmes et programmes actuels de gestion des déchets visant à améliorer et à renforcer ces activités, continuant à renforcer la capacité des gouvernements, de l'industrie et des communautés à gérer les déchets et à réduire l'impact sur la santé humaine et sur l'environnement.

Ce programme s'inscrit dans la continuité et l'intensification d'un précédent projet de gestion des déchets dangereux (PacWaste) financé par l'Union européenne, qui aidait les pays à gérer l'amiante, les déchets électroniques et les déchets médicaux.

Le lancement du programme PacWastePlus et la Conférence du Comité de pilotage en 2019 ont permis aux représentants des pays d'identifier des actions nationales spécifiques à mettre en œuvre dans l'ensemble des programmes concernant les filières de déchets prioritaires.

Ces conférences ont permis de mieux comprendre les pays partenaires et d'optimiser la participation de ces derniers dans les activités prévues du PacWastePlus, la stratégie de collecte des données et la matrice de planification de PacWastePlus, en particulier les données de référence, les objectifs, les risques et les hypothèses, et ont fait avancer une proposition de Plan de travail pour 2019-2020, grâce à l'appui du comité de pilotage.

Cette conférence a également donné l'occasion de se pencher sur les résultats et les méthodes d'exécution du projet PacWaste, de discuter des mesures clés du projet dans le cadre du programme PacWastePlus, et d'étudier les priorités et désirs du pays de telle sorte que cela a permis de développer la connaissance du projet par l'ensemble des participants ainsi que les problèmes auxquels sont confrontés leurs homologues dans les pays voisins.

Cette conférence a été suivie par un premier atelier relatif au Programme national de formation et de sensibilisation dans le cadre du PacWastePlus.

Les partenaires au lancement du Programme PacWaste et aux conférences du comité de pilotage comprennent la Communauté du Pacifique (CPS), l'Université du Pacifique Sud (UPS), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le J-PRISM II, le Projet contre la pollution plastique de l'Océan Pacifique (POLP), le Centre d'infrastructure de la région du Pacifique (PRIF) et le Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique (PIFS).

Un partenariat avec l'Université de Newcastle renforce l'expertise dans le Pacifique

Le PROE a travaillé en étroite collaboration avec l'Université de Newcastle dans le cadre du Pôle du Pacifique pour fournir des solutions collaboratives aux défis environnementaux, sociaux et économiques auxquels sont confrontées les îles du Pacifique.

Le Pôle du Pacifique offre un cadre de recherche souple pour exploiter les capacités du Pacifique et développer une collaboration fructueuse entre le

milieu universitaire, l'industrie, le gouvernement et les communautés afin d'apporter sa contribution et d'avoir un impact mesurable sur l'environnement, l'économie, la société et la culture de la Région.

En 2019, cinq bourses doctorales ont été accordées aux ressortissants des îles du Pacifique pour des projets liés aux priorités en matière de protection de l'environnement du PROE.

Les domaines de recherche des candidats doctorants sont axés sur les effets des déchets plastiques dans les océans, la biorestauration des hydrocarbures des épaves de la Seconde Guerre mondiale, l'adaptation écosystémique au changement climatique, l'adaptation des récifs coralliens à l'acidification des océans, et les incidences des espèces envahissantes sur la régénération de l'écosystème.

Les résultats des projets de doctorats devraient profiter directement aux communautés locales avec des étudiants travaillant sur le terrain aux Fidji, à Kiribati, à Nioué, au Samoa, aux Tokélaou et aux Tonga. Deux étudiants en Master, basés au PROE, sont également soutenus par le Pôle du Pacifique dans leurs études de Master en Administration des affaires et Master en Résilience face aux catastrophes et développement durable.

« Écologisation » des Jeux du Pacifique de 2019 au Samoa

La seizième édition des Jeux du Pacifique, qui s'est déroulée du 7 au 20 juillet 2019 au Samoa, a rassemblé près de 5 000 athlètes et arbitres dans 27 sports. En tant que pays d'accueil, le Samoa s'est engagé à organiser des XVI^{es} Jeux du Pacifique verts afin de favoriser un environnement du Pacifique durable et de gérer l'augmentation des déchets occasionnée par l'accueil d'un grand nombre de visiteurs sur une courte période. L'écologisation des jeux visait à encourager les visiteurs à adopter des comportements plus respectueux de l'environnement et a permis de réduire l'impact sur l'environnement du pays d'accueil. Les jeux se sont déroulés sous la devise : « Beautiful Samoa – Keep it clean and plastic free » (Magnifique Samoa : sans déchets et sans plastique).

Les Coprésidents du Comité de l'Écologisation des Jeux du Pacifique, Ulu Bismark Crawley, PDG du Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa (gauche), et M. Kosi Latu, Directeur général du PROE (droite).



Des partenariats porteurs d'actions positives

Un comité pour l'écologisation des jeux a été créé en tant que sous-comité officiel du bureau des Jeux du Pacifique au Samoa conformément à la structure officielle de l'organisation des XVI^{es} Jeux du Pacifique. Le sous-comité a été présidé par le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa et le PROE. Il était chargé d'élaborer une stratégie efficace, ambitieuse et durable pour prendre des mesures à l'égard de la pollution marine, un problème majeur de la région insulaire océanienne qui a donné naissance à la campagne : « Beautiful

Samoa – Keep it clean and plastic free ».

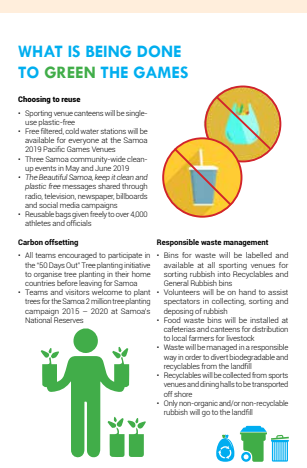
Plusieurs partenaires internationaux de développement ont apporté leur soutien pour aider à mettre en œuvre cette première tentative d'« écologiser » les Jeux du Pacifique. La campagne « Beautiful Samoa – Keep it clean and plastic free » a pu être réalisée grâce aux généreuses contributions de l'Agence française de développement (AFD), du Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, du gouvernement néo-zélandais, du gouvernement des Samoa,



du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe) et son programme Océans propres, du Haut-Commissariat britannique à Apia, du Programme de volontariat Peace Corps des États-Unis, de Swire Shipping et du partenariat Moana Taka, de Samoa Pure Water, de Pure Pacific, et de la société Zerobag en Nouvelle-Zélande.

M. Rob Contractor (Haute Commissaire britannique), M. Sefanaia Nawadra (PNUe), M. Pati Gagau (Haut commissaire de la Nouvelle-Zélande), M. Kosi Latu (PROE), l'Honorable Loau Solamalealo Keneti Sio (Ministre de l'Éducation, des Sports et de la Culture, au sein du gouvernement des Samoa), et Mme Sara Moriarty (Haute Commissaire australienne) s'engageant à soutenir l'Initiative de l'écologisation des Jeux.

31



Aperçu des résultats

Les progrès réalisés sont le résultat des actions menées dans le cadre de la campagne « Beautiful Samoa – Keep it clean and plastic free ».

Plus d'un million de bouteilles en plastique jetables de 500 ml n'ont PAS été utilisées ou jetées à la poubelle pendant les XVI^{es} Jeux du Pacifique grâce à la distribution gratuite de bouteilles d'eau d'un litre réutilisables aux athlètes et aux arbitres. 350 distributeurs d'eau froide, filtrée et gratuite facilement accessibles ont été installés sur l'ensemble des installations sportives et des sites d'hébergement des Jeux du Pacifique.

Plus de 3 200 arbres endémiques ont été plantés au Samoa par les athlètes et les arbitres et 8 000 autres par les élèves et les enseignants samoans dans le cadre de la campagne du Samoa « Un million d'arbres » afin de compenser les émissions de carbone. Des arbres ont été plantés avant le début des Jeux 2019 par les écoles et les habitants du Samoa qui ont soutenu l'initiative pour aider à compenser les émissions de carbone. Pendant les XVI^{es} Jeux du Pacifique, les athlètes et les arbitres ont également planté des arbres dans le cadre du mouvement pour réduire les émissions de carbone et soutenir la campagne du Samoa « Un million d'arbres ».

Plus de huit tonnes de déchets ont été collectées au Samoa avant le début des Jeux. Ces efforts sont le résultat de trois activités de nettoyage dans le pays ayant rassemblé de nombreux bénévoles pour nettoyer les abords des rivières et de nombreuses zones.

Un relevé des déchets effectué pendant un mois a révélé une baisse constante de la proportion de plastique sur l'ensemble des installations sportives et des sites d'hébergement. Cela est révélateur d'un comportement allant dans le bon sens en termes de réduction des déchets plastiques.

AUTRES ACTIONS

- Des sacs réutilisables offerts par la société néo-zélandaise Zerobag et le PNUE ont été distribués gratuitement aux athlètes, aux arbitres et aux autres visiteurs des Jeux 2019.
- Un relevé des déchets a été réalisé du 7 au 13 juillet afin de surveiller les tendances en matière de déchets sur les sites des installations sportives et d'hébergement des Jeux du Pacifique.
- Des poubelles de tri sélectif ont été mises en place sur tous les sites des Jeux du Pacifique afin d'encourager les personnes à jeter leurs déchets dans les poubelles appropriées.
- Une grande campagne de communication a été diffusée à la télévision et à la radio au Samoa ; des panneaux d'affichage ont été placés stratégiquement et des campagnes et des concours ont été organisés sur les réseaux sociaux. Tout cela a contribué à encourager les bonnes pratiques environnementales pendant les Jeux du Pacifique de 2019 au Samoa.



L'une des 350 fontaines à eau qui a assuré la fourniture d'eau froide filtrée sur l'ensemble des installations sportives et des sites d'hébergement des Jeux du Pacifique.



Plus de 3200 arbres autochtones ont été plantés par des athlètes et des représentants officiels durant leur séjour, dans le cadre de la campagne « Un million d'arbres » du Samoa.



Une partie des déchets collectés lors de l'un des trois nettoyages effectués dans le cadre de l'initiative d'écologisation des Jeux.

CHOOSE TO OFFSET YOUR CARBON FOOTPRINT

With Samoa's 2 million tree planting campaign 2015–2020

FREE SEEDLINGS
available to plant at
the Fulusou Reserve
next to the Faleata
Sports Complex and
the Mt Vaea Reserve

Co-funded by New Zealand
Ministry of Foreign Affairs and
Trade
© 2019 Samoa Environment Protection Authority. All rights reserved.



Le personnel du PROE utilisant des sacs Zerobag, qui ont été distribués à l'ensemble des athlètes et des représentants. Photo : N. Woonton/PROE

Analyse des déchets

Le PROE a travaillé avec le Ministère des énergies nouvelles et renouvelables ainsi qu'avec des bénévoles de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) pour développer les compétences de 40 étudiants provenant de l'Université nationale du Samoa (NUS) pour effectuer un relevé des déchets pendant les Jeux du Pacifique de 2019 au Samoa.

Les déchets ont été collectés sur trois sites : le complexe sportif de Tuinaimato, le complexe sportif Apia Park et le village des Jeux de Faleula, qui hébergeaient les athlètes, quotidiennement par échantillonnage sur une période consécutive de sept jours pendant les temps forts des Jeux.

Des échantillons représentatifs (environ 9 % des déchets quotidiens générés dans les trois sites) ont été collectés, pesés et triés par les étudiants de l'Université nationale des Samoa et les bénévoles dans la réserve de Faleata et le complexe Apia Park.

La production de ce contrôle quotidien a été regroupée

et rapportée à la Station de suivi des déchets. L'analyse des données a révélé que les Jeux du Pacifique de 2019 au Samoa représentaient environ 5,9 % des déchets quotidiens, avec une production de déchets par habitant de 0,55 kg par personne par rapport à la production de 1,06 kg par habitant au Samoa.

Environ 12,35 % de matières plastiques ont été triés à partir des échantillons de déchets. Dans l'étude la plus récente datant de 2017, comme indiqué dans la Stratégie nationale de gestion des déchets au Samoa de 2019 à 2023, il apparaît que le plastique représente 16 % des déchets au sein des ménages au Samoa.

Le relevé a fait apparaître une réduction considérable de la proportion du plastique dans les déchets échantillonnés provenant tant des poubelles destinées aux déchets non recyclables qu'aux poubelles destinées aux déchets recyclables vers la fin de la première semaine (de l'ordre de 14 % à 9 %). La deuxième semaine a vu une proportion quotidienne

fluctuante de plastique allant de 11 % à 12 %.

L'initiative d'Écologisation des Jeux visait à promouvoir un événement sans plastique en utilisant des bouteilles d'eau réutilisables, des points de ravitaillement en eau et des sacs réutilisables. Les données ont indiqué que les bouteilles et les sacs en représentaient moins de 4 % des déchets collectés sur les sites. La proportion a encore chuté vers la fin de la première semaine des Jeux et s'est maintenue à moins de 4 % jusqu'à la fin des Jeux. La tendance à utiliser des bouteilles d'eau a diminué légèrement pendant les Jeux.

Sur la base de cette valeur de référence, les Jeux du Pacifique ont réduit considérablement les déchets plastiques d'environ 3,65 %, ce qui équivaut à environ 1,5 tonne de plastique en moins par rapport à la quantité générale de déchets générés. Il s'agit d'une estimation très prudente, étant donné que la production de déchets plastiques est relativement plus élevée dans les événements qu'au sein des familles.

Des étudiants de l'Université nationale du Samoa qui ont participé à la réalisation d'études sur les déchets. Photo : B. Guinto/PROE



33

Des diplômes ont été décernés aux étudiants qui ont effectué les audits en prévention des déchets pendant les Jeux. Photo : B. Guinto/PROE

Retombées de l'« Écologisation » des Jeux du Pacifique de 2019 au Samoa



Des athlètes des Tonga qui sont passés par le stand de l'Écologisation des Jeux pendant les Jeux du Pacifique au Samoa en 2019. Photo : A. Salele/PROE

Le succès de cette activité a permis d'accroître la sensibilisation à l'écologisation des Jeux et à ses répercussions pour nos îles du Pacifique. L'action a suscité un vif intérêt dans l'ensemble de la région du Pacifique pour organiser des événements nationaux et régionaux plus verts. Le gouvernement des îles Salomon, en tant que pays d'accueil des prochains Jeux du Pacifique, s'est engagé à organiser des Jeux verts.

Les efforts d'écologisation des Jeux au Samoa ont eu des répercussions positives tant dans le pays d'accueil que dans l'ensemble de la région du Pacifique. Les

150 distributeurs d'eau gratuits qui ont été utilisés pendant les XVes Jeux du Pacifique ont été donnés à des écoles du Samoa et plus de 10 000 arbres endémiques ont été plantés pour aider à compenser les émissions de carbone.

Les efforts d'écologisation des Jeux ont permis d'équiper près de 8 000 athlètes, arbitres et bénévoles de la région du Pacifique de bouteilles d'eau réutilisables qu'ils pourront utiliser dans leur pays, ce qui contribue à la réduction générale des bouteilles en plastique jetables dans l'ensemble de la région du Pacifique.

Communication et sensibilisation

En plus de fournir un soutien stratégique aux projets et aux programmes du PROE, l'équipe de communication et de sensibilisation joue un rôle clé dans la divulgation des activités du PROE à travers les médias et dans l'essor de la prochaine génération de leaders environnementaux dans la région.

Le PROE a organisé une activité de sensibilisation des médias au Pacifique lors de la première réunion sur la résilience du Pacifique aux Fidji en 2019. Avec le soutien financier du PACMAS (Programme d'aide aux médias du Pacifique), le PROE a organisé un atelier pour 12 journalistes de la région des îles du Pacifique qui sont ensuite restés pour couvrir la Réunion sur la résilience du Pacifique. Plus de 30 articles d'actualité ont ainsi été

produits, qui ont contribué à donner de la visibilité à la résilience du Pacifique.

À l'occasion de la Journée mondiale des océans de 2019, cinq nouvelles fiches d'information ont été diffusées dans le cadre de la boîte à outils sur les océans destinée aux médias du Pacifique. Ces fiches couvrent l'acidification des océans, les marées, le Portail de l'océan Pacifique et les requins du Pacifique. Elles ont été élaborées avec le soutien du Programme de soutien climatique et océanographique dans le Pacifique (COSPPac) qui est financé par le gouvernement australien et mis en œuvre par le service météorologique australien (Bureau of Meteorology). Les fiches sur les marées et sur le Portail de l'océan Pacifique ont été développées à partir de supports produits par la Communauté du Pacifique.

Les cours en ligne « Media Mana Classes » destinés aux médias ont été lancés par le PROE en 2019 ; ils s'adressent aux directeurs des Services météorologiques et hydrologiques nationaux du Pacifique. Ces cours ont été organisés sur les réseaux sociaux et visaient à développer et à renforcer les compétences en communication des femmes travaillant dans le domaine de la météorologie. Les « Mana classes » ont été organisées en partenariat avec l'Organisation météorologique mondiale, le Réseau des journalistes environnementaux du Pacifique (PEJN), le Réseau des médias du Pacifique (PMN) et Radio New Zealand (RNZ). Cette activité s'est ensuivie d'une large couverture médiatique de la cinquième réunion du Conseil météorologique du Pacifique accueillie au Samoa.

Un support de communication visant à « Renforcer la

résilience face au changement climatique » a été fourni par le PROE lors du Sommet de sensibilisation des communautés qui s'est tenu aux Samoa américaines en 2019. Ce sommet était organisé en partenariat avec le ministère des Ressources marines et naturelles et l'Agence pour la protection environnementale (AS-EPA) des Samoa américaines, avec le soutien du PROE.

Le PROE a travaillé en partenariat avec la Communauté du Pacifique pour organiser l'activité médiatique du premier Atelier des médias régionaux sur le financement climatique. Celui-ci a permis de créer 15 articles d'actualité pour le Portail du Pacifique sur le changement climatique (Pacific Climate Change Portal), qui ont également été publiés et diffusés dans la région des îles du Pacifique.

Les professionnels des médias du Pacifique lors de la conférence dédiée aux changements climatiques se sont rencontrés avant la réunion inaugurale sur la résilience dans le Pacifique.

Les Directeurs des Services météorologiques et hydrologiques nationaux des Îles du Pacifique en compagnie des animateurs du premier atelier Media Mana qui s'est tenu à Apia, au Samoa.

L'équipe des professionnels des médias du Pacifique s'est réunie à l'occasion de la deuxième rencontre régionale sur le financement des changements climatiques et des risques de catastrophes, qui s'est tenue à Sigatoka, aux Fidji.





Le personnel du PROE, 2019.

Finances et administration : un budget du PROE solide et crédible

La section des finances et de l'administration du PROE est chargée de gérer les fonds de façon efficiente et transparente grâce à des systèmes financiers, de gestion des risques et d'audit efficaces, qui sont intégrés aux systèmes de gestion, de suivi, d'évaluation et de rapports des programmes. Elle s'occupe d'un large éventail de services essentiels allant des rapports financiers, des achats, de la gestion des fonds, des déplacements, de la maintenance des biens et des installations et de la gestion financière globale de l'organisation.

En 2019, le Secrétariat a enregistré 4,18 millions d'USD de dépenses et 4,15 millions d'USD de revenu total. Après la prise en compte des produits financiers nets

et des fluctuations des taux de change, les résultats indiquaient un déficit global net de 81 977 USD pour la période. Les résultats financiers du PROE se sont sensiblement améliorés. Le Secrétariat a en effet généré un excédent net d'exploitation pendant trois années consécutives de 2016 à 2018, avant de connaître toutefois un léger repli en 2019 en raison des difficultés rencontrées par certains de ses projets clés, ce qui a entraîné un retard de leur mise en œuvre, et, partant, une baisse du revenu net global par rapport aux dépenses globales. Les réserves totales ont quant à elle été affectées par le déficit d'exploitation, et leur solde s'est établi à 57 763 USD contre 139 740 USD en 2018.

Il appartient encore au Secrétariat de veiller à ce que les Membres et la Direction exécutive poursuivent leur action collective pour la

reconstitution de l'ensemble des réserves. Il est donc crucial de générer des fonds suffisants pour maintenir un niveau de revenus stable tout en contrôlant les coûts, afin d'éviter les situations déficitaires et ainsi renforcer et maintenir la viabilité financière globale du PROE à long terme. Vu l'augmentation continue du portefeuille du PROE, qui a presque doublé pour atteindre un budget de

29 millions d'USD en 2018, 33 millions d'USD en 2019 et 37 millions d'USD en 2020, il est essentiel de doter le Secrétariat d'une position très solide et financièrement viable, lui permettant d'atteindre ses objectifs régionaux et organisationnels et de concrétiser sa vision globale d'un environnement océanien, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

35



Mme Atitofaiga Tau, Mme Petra Chan Tung et Mme Maraea Pogi du Service administratif et financier assurant la promotion du message « Faire le choix d'utiliser les objets d'une autre façon » lors de l'initiative d'écologisation des Jeux.



Des membres de l'Unité de coordination des projets plantant l'arbre commémoratif pour le regretté Ratu Manasa Katonivualiku.



Le lauréat du prix d'excellence du Directeur général pour 2018, M. Paul Anderson, en compagnie du Directeur général du PROE, M. Kosi Latu.



Le Directeur général, M. Kosi Latu, en compagnie des employés du PROE qui ont remporté des médailles lors des Jeux du Pacifique de 2019 au Samoa, Mme Sabrina Reupena (Touch rugby), M. Raymond Schuster (Touch rugby) and Mme Atitoafaiga Tau (Catégorie Femmes).

Ressources humaines

L'équipe des ressources humaines continue de fournir des conseils stratégiques et de gérer la planification de toutes les questions relatives aux ressources humaines afin de garantir le recrutement et la rétention de personnel hautement qualifié et que les équipes travaillent dans une culture orientée sur les résultats dans un environnement de travail sûr et sain.

2019 a commencé sur une triste note avec la disparition soudaine d'un collègue qui nous était cher, un véritable fils du Pacifique, M. Ratu Manasa Katonivualiku, alors qu'il était en déplacement pour une mission officielle. Le PROE pense avec beaucoup d'affection à la belle âme et à la personne passionnée qu'était Ratu Manasa pour le Pacifique,

à sa famille et à toutes celles et ceux avec qui il a travaillé.

Près de 40 nouveaux membres du personnel et collaborateurs ont rejoint le Secrétariat en 2019 avec les partenaires nouveaux et existants pour mettre en œuvre de nouveaux projets. Un nombre similaire de contrats de travail ont également été renouvelés, prolongés ou confirmés à l'issue des périodes d'essai.

Les entretiens individuels annuels sur les performances continuent à constituer un outil à part entière pour suivre les performances du personnel. Plus de 80 % des membres du personnel ont maintenu un niveau de performances pleinement efficace, et 5 % d'entre elles et eux ont été évalué-es comme étant « sur la bonne voie » (principalement les personnes occupant de nouvelles fonctions).

La planification de l'évolution du personnel, comme élément clé du soutien constant à l'apprentissage et au développement continu du personnel, a été mise en place début 2020. Elle répondra aux principaux besoins identifiés dans les domaines prioritaires de développement des capacités afin de soutenir l'ensemble du personnel dans les cinq bureaux du Secrétariat dans la région. L'équipe de direction a mené un processus d'évaluation au moyen de l'outil « Leadership Success Profile 360 » (LSP360) pour la première fois en 2019 dans le cadre de ce soutien continu au développement professionnel.

Les principales autres avancées incluent la mise en œuvre d'un nouveau barème des salaires pour le personnel recruté localement ; le reclassement des postes à l'échelle de l'organisation à la

suite de la nouvelle structure d'organisation, ainsi que la révision de certaines conditions générales approuvées par la Conférence du PROE en 2019. Concernant les questions relatives au personnel, l'équipe des ressources humaines a poursuivi sa collaboration étroite avec le Comité du personnel afin de répondre aux problèmes identifiés dans les enquêtes de satisfaction du personnel, dans la boîte à idées et dans les propositions du personnel.

Le Secrétariat a célébré les grandes prouesses de trois membres de son personnel aux Jeux du Pacifique accueillis par le Samoa : Atitoafaiga Tau a reçu la médaille d'or en chase tag dans la catégorie femmes, tandis que Sabrina Reupena et Raymond Schuster ont remporté la médaille d'argent en touch rugby dans les catégories femmes et hommes respectivement.

Ressources d'informations

Le Centre d'information et de ressources du PROE dispose d'une collection unique de publications, de périodiques et de rapports scientifiques et techniques préparés par le PROE, ses Membres, ses intervenants et ses partenaires. Ce vaste ensemble d'informations sur l'environnement est à la disposition du personnel du PROE, des pays et des territoires Membres et du public par le biais du catalogue virtuel du Centre ou en fréquentant le campus à Vailima.

Plus de 600 nouvelles ressources ont été ajoutées à la bibliothèque virtuelle du PROE en 2019 qui compte à présent

un total de 43 000 références, dont plus de 6 000 documents sont désormais disponibles en texte intégral. Cela a permis

d'augmenter l'accessibilité pour tous aux ressources environnementales sur le Pacifique à travers un seul point d'accès. La bibliothèque virtuelle du PROE est unique dans le sens où elle dispose de la seule collection contenant une grande diversité d'informations environnementales dans la région du Pacifique.

En 2019, feu Arthur Whistler a été mis à l'honneur lors d'un

séminaire spécial accueilli par l'équipe des ressources d'informations du PROE. La conférence a mis en lumière le travail des scientifiques dans le domaine de la biodiversité pour le Samoa, les Tonga et les Tokélaou. Le Dr Arthur Whistler, botaniste expert de la flore polynésienne, a travaillé pendant plus de cinq décennies dans ce domaine, en menant entre autres des études approfondies



Des membres de l'équipe informatique du PROE apportant leur soutien au Pavillon Moana Blue Pacific à la CdP25 de la CCNUCC.



M. Epeli Tagi, ingénieur chargé du réseau et de l'assistance informatique chez PROE, assurant la formation du personnel informatique des Services météorologiques et hydrologiques nationaux de l'ensemble du Pacifique.

Technologies de l'information et des communications

L'équipe Technologies de l'information et des communications (TIC) veille à ce que l'organisation dispose de systèmes fiables, sûrs et efficaces afin de fournir des services efficaces à ses Membres et à ses parties prenantes.

L'équipe TIC du PROE a joué un rôle essentiel dans la forte utilisation du numérique dans le Pavillon Moana Blue Pacific lors de la CdP24 de la CCNUCC. Elle a créé une nouvelle application mobile ainsi qu'un site internet destinés au partage des informations sur les activités et les manifestations organisées dans le pavillon. Une spécificité notable de l'application était le système

Blue wave (vague bleue) pour évaluer les organisateurs des événements et des activités parallèles et noter leurs bonnes pratiques environnementales. L'équipe TIC du PROE était également responsable du bon fonctionnement des activités numériques de toutes les manifestations, dont les émissions en direct.

En 2019, le logiciel Office 365 a été mis en place pour l'ensemble du personnel du PROE afin d'améliorer les services de courriers électroniques et les outils de productivité. L'objectif était de répondre à la perspective de croissance de l'organisation et de réduire au maximum les risques de pannes et de défaillances des

équipements. Cela a permis d'améliorer la disponibilité et de réduire les coûts de fonctionnement courants.

Une passerelle de paiement en ligne a été mise en place en 2019 permettant de valider les inscriptions en ligne payantes aux manifestations du PROE. Avec le soutien de l'Union européenne, ce dispositif a été développé pour permettre aux participants de payer en ligne leurs inscriptions aux événements. Cela a permis d'améliorer l'efficacité de la collecte de fonds et l'inscription en ligne aux événements organisés par le PROE.

Les TIC des Services météorologiques et hydrologiques nationaux

(SMHN) ont été améliorés dans les îles du Pacifique grâce à la toute première formation aux TIC organisée par le PROE. Organisée en partenariat avec l'Organisation météorologique mondiale dans le cadre du projet de Système d'alerte rapide pour les risques climatiques, la formation régionale a accueilli huit SMHN des îles du Pacifique. Huit participants ont fait un stage auprès de l'équipe TIC du PROE pendant une semaine supplémentaire afin de renforcer leurs connaissances sur les technologies de l'information. Cela leur a permis de renforcer leurs capacités à gérer leurs outils météorologiques informatisés et leurs systèmes des technologies de l'information.

d'ethnobotanique. Il a publié plusieurs ouvrages sur le sujet, notamment *Polynesian Herbal Medicine and Plants of the Canoe People*. Ses livres sont disponibles à la lecture dans la bibliothèque virtuelle du PROE.

L'IRCA a démontré son rôle de haut lieu d'apprentissage, de partage de connaissances et de collaboration en 2019 avec l'accueil de plusieurs écoles locales et internationales. Des élèves de l'école internationale

School of International Training Students, de Ceres en Australie et d'autres écoles du Samoa ont passé du temps à l'IRCA dans le but de mieux connaître le PROE ainsi que les différents problèmes environnementaux du Pacifique et les actions menées pour y répondre. L'IRCA accueille également des séminaires mensuels s'adressant au personnel et portant sur le travail mené en partenariat avec les Membres du PROE.



Mme Siosinamele Lui, responsable des savoirs traditionnels chez PROE, présentant l'événement La Science au féminin, qui a eu lieu au Centre d'information et de documentation et aux Archives.



DÉCLARATION ANNUELLE SUR LE CONTRÔLE INTERNE POUR L'EXERCICE 2019

Portée de la responsabilité

En tant que Directeur général du Programme régional océanien pour l'environnement (PROE), je suis responsable du maintien d'un système de contrôle interne efficace et performant, comme le prévoit l'article 25 du Règlement financier du PROE. J'ai également la responsabilité de veiller à ce que les fonds soient préservés et correctement comptabilisés, et qu'ils soient utilisés de manière économique, efficiente et efficace.

Objet du système de contrôle interne

Le rôle du contrôle interne est de réduire et de gérer, et non d'éliminer, le risque d'échec dans la réalisation des buts, objectifs et politiques connexes de l'Organisation. Par conséquent, il peut fournir une garantie d'efficacité raisonnable, mais non absolue. Il repose sur un processus continu visant à identifier les principaux risques, à évaluer la nature et l'étendue de ces risques et à les gérer efficacement.

Les éléments clés de l'environnement de contrôle interne sont les suivants :

Le PROE dispose d'une directive sur le cadre de contrôle interne – Elle a été établie d'après le modèle de contrôle interne COSO, qui est la base la plus connue pour comprendre un cadre de contrôle interne (CCI) au sein d'une organisation. Celui-ci définit cinq éléments interdépendants du contrôle interne et 17 principes nécessaires à la mise en place d'un système de contrôle interne intégré et efficace. Pour chacun de ces composants et principes, la ligne directrice précise les contrôles importants en place au PROE.

Conformité aux politiques et procédures établies – Le Règlement financier du PROE a été modifié en dernier lieu lors de la Conférence du PROE de 2012. Un Manuel de procédures financières 2017 actualisé et de Délégations financières sont, parallèlement à un ensemble complet de règlements et de politiques en matière de ressources humaines, réévalués à intervalles réguliers. Ces dispositions favorisent le respect des normes et des meilleures pratiques afin de garantir que les fonds des Membres sont correctement protégés et utilisés de manière économique, efficace et efficiente et conformément à l'autorité qui régit leur utilisation.

Valeurs organisationnelles et Code de conduite – Les principes qui doivent être respectés par tout le personnel sont énoncés explicitement dans les Valeurs organisationnelles et le Code de conduite du PROE, qui sont largement diffusés sur le campus du PROE. Ceci est complété par un Manuel de prévention de la fraude et de protection des lanceurs d'alerte.

Politique et dispositions du Manuel des achats du PROE. L'auditeur interne est chargé de superviser et de coordonner les enquêtes pour toutes les allégations.

Gestion financière – Le Directeur du service Finances et administration est responsable de la comptabilité et dispose de personnel chargé de la tenue des comptes, de l'établissement des rapports financiers, des achats et de la comptabilité des projets.

La délégation financière garantit que les engagements sont pris par le personnel autorisé et assure ainsi une séparation adéquate des tâches critiques. Le personnel du PROE utilise un logiciel d'entreprise appelé Tech One, opérationnel depuis 2014. Il produit les données des états financiers préparés conformément aux normes internationales d'informations financières (IFRS, International Financial Reporting Standards) et aux normes internationales d'audit (ISA, International Standards on Auditing). Le système reflète les informations budgétaires ; facilite le processus de passation des marchés et les rapprochements bancaires. Le système est maintenant lié au système d'information de gestion de projet (PMIS).

¹ Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission
(COSO) Internal Control – Integrated Framework, mai 2013

Gestion des risques – Un manuel révisé du PROE sur la gestion des risques a été approuvé en décembre 2016 et comprend un mandat du Comité des risques qui est présidé par le Directeur général adjoint et appuyé par une tâche de suivi par le Comité d'audit. L'approche du PROE en matière de gestion des risques est un processus intégral et systématique qui vise à identifier, à atténuer, à contrôler et à communiquer les principaux risques pour l'Organisation. Un exercice sur les risques de l'activité a été réalisé à l'intention de l'équipe de direction, qui a évalué les principaux risques prioritaires. Cet exercice a servi de base au plan de travail annuel de l'audit des auditeurs internes.

Examen de l'efficacité du contrôle interne

En tant que directeur général, j'ai la responsabilité de contrôler l'efficacité du système de contrôle interne. Mon avis est informé entre autres par les sources suivantes.

Audit externe – L'auditeur externe fournit une certification annuelle des états financiers conformes aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux normes internationales d'audit (ISA), qui garantit un degré élevé de transparence. En 2019, l'auditeur externe indépendant KPMG n'a détecté aucune lacune de contrôle majeure et a émis un avis d'audit favorable sans réserve.

Comité d'audit – Le Comité d'audit est composé de cinq experts indépendants et est complété par les Membres de la TROIKA, à savoir l'ancien, l'actuel et le futur président de la Conférence du PROE. Ce Comité conseille le Directeur général sur : l'efficacité de l'intégrité des opérations et des états financiers du Secrétariat ; le respect du cadre de contrôle interne par les opérations ; la conformité avec les exigences légales et réglementaires ; l'efficacité de la performance des fonctions d'audit externe et interne ; la prise en compte et la gestion (adéquat ou non) des risques d'entreprise et de projet, y compris les achats ; et enfin l'existence d'un système efficace de prévention de la fraude.

Fonction d'audit interne – Une fonction d'audit interne indépendante est en place depuis 2012. Le dirigeant de l'unité Audit interne est responsable devant le Comité d'audit et rend compte au Directeur général sur les questions opérationnelles. Le Secrétariat, dans sa nouvelle structure organisationnelle, a créé un poste supplémentaire pour assumer cette fonction. Celui-ci a été inclus à la liste de postes hiérarchisés à l'échelle de l'organisation qui nécessiteront un financement.

Accréditation – Le PROE est habilité à mettre en œuvre des projets relatifs au Fonds pour l'adaptation et au Fonds vert pour le climat. L'exercice d'accréditation comprenait une étude détaillée des compétences fiduciaires et de gestion de projet du PROE, ainsi que de ses garanties sociales et environnementales et de ses capacités de prévention de la fraude. Le processus de réaccréditation auprès du Fonds pour l'adaptation a été réalisé en 2018/2019 et le PROE a reçu une accréditation de cinq ans supplémentaires en avril 2019. Concernant le Fonds vert pour le climat (FVC), l'accréditation a été mise à niveau en 2019 pour mettre en œuvre des projets de moyenne taille jusqu'à hauteur de 250 millions d'USD. Outre cette attribution, le PROE a reçu l'accréditation pour «une norme fiduciaire spécialisée pour l'attribution de subventions et/ou de mécanismes d'affectation de fonds». Le processus de réaccréditation auprès du FVC débutera fin 2020.

Sur la base de ces sources, j'estime que les contrôles internes énumérés ci-dessus et précisés dans le cadre de contrôle interne du PROE sont suffisants pour que le PROE puisse s'acquitter de ses fonctions essentielles et fonctionner efficacement. Les améliorations nécessaires et identifiées dans ce cadre sont en cours de traitement, le PROE continuant de servir ses membres dans le cadre du nouveau Plan stratégique 2017–2026.



Leota Kosi Latu
Directeur général

Apia, Samoa

Date : 9 mai 2019



DÉCLARATION DU COMITÉ D'AUDIT SUR LE CONTRÔLE INTERNE POUR L'EXERCICE 2019

Présentation

Le Comité d'audit soumet la présente Déclaration de contrôle interne pour l'exercice 2019 conformément à la Politique de gouvernance et aux résolutions des Conférences du PROE.

Le Comité d'audit fonctionne conformément à la Politique de gouvernance du PROE, qui est détaillée dans la Charte du Comité d'audit. Ensemble, les deux documents donnent des indications claires et adéquates quant au mandat du Comité d'audit.

Composition du Comité d'audit 2019

Pour l'exercice 2019, le Comité d'audit était composé des membres suivants :

Président	M. Tupuola Oloialii Tuala, associé de Koki Tuala Chartered Accountant (KTCA) (nommé pour un second mandat en novembre 2019)
Membre	Membre Mme Amanda Jewell, Haute-Commissaire adjointe ; Haute-Commission d'Australie (fin de mandat en novembre 2019)
Membre	M. Barry Patterson, Haut-Commissaire adjoint ; Haute-Commission d'Australie (nommé en novembre 2019)
Membre	M. Taimalie Kele Lui, Responsable des ressources humaines, Bureau des Tokélaou, Apia (nommé en mars 2019)
Membre	Mme Rosalini Moli, Directrice générale adjointe, ministère des Finances, Samoa (nommé en mars 2019)
Membre	M. Thomas Huw, Deuxième secrétaire, Haute-Commission de Nouvelle-Zélande (fin de mandat en novembre 2019)
Membre	Mme Ella Risati, Deuxième secrétaire, Haute-Commission de Nouvelle-Zélande (nommé en novembre 2019)

Les membres suivants de la TROIKA étaient présents à la réunion du Comité d'audit du 9 avril 2019.

TROIKA members	S.E. Mme Lucy B. Bogari, Ambassadrice accréditée au PROE (présidence du PROE par la Papouasie-Nouvelle-Guinée)
	Mme Gwendolyn Sisior, Chargée de projet senior, ministère des Ressources naturelles, de l'Environnement et du Tourisme, gouvernement de la République des Palaos
	Mme Desna Solofa, Directrice générale adjointe, ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Gouvernement du Samoa

Réunions du Comité d'audit en 2019

Le Comité d'audit doit se réunir au moins trois fois par exercice. En 2019, il s'est réuni en février, en avril et en novembre 2019.

Efficacité du contrôle interne

Le Comité d'audit a examiné la déclaration signée par M. Kosi Latu, Directeur général du PROE. Les informations sont conformes aux documents, aux rapports examinés et aux présentations faites au Comité d'audit.

Le Comité d'audit tient à souligner l'importance des points suivants :

- Le Secrétariat présentait un déficit net de 81 977 USD pour l'exercice 2019, contre un excédent de 154 273 USD enregistré pour l'exercice précédent.
- Les recettes totales ont enregistré une hausse de 391 634 USD, soit 10 % par rapport à 2018. Elles totalisent 4 146 208 USD en 2019 contre 3 754 574 USD en 2018. Toutefois, cette hausse n'a pas été suffisante pour couvrir l'augmentation des frais d'exploitation de 615 272 USD, soit 17 % par rapport à 2018. Ils totalisent 4 175 588 USD en 2019 contre 3 560 316 USD en 2018. Cette augmentation des frais d'exploitation a été principalement attribuée à la hausse des frais de réparation et de maintenance, aux déplacements, aux ateliers et aux formations, au coût des Conférences du PROE ainsi qu'aux traitements et aux salaires liés à la croissance du PROE.
- La situation financière a besoin d'être consolidée. Le ratio actuel est de 1:1, ce qui correspond au point d'équilibre, et le capital ou les réserves ont baissé de 59 %, soit de 81 977 USD, passant de 139 740 USD en 2018 à 57 763 USD en 2019.
- Les contributions des Membres à jour et l'importance des contributions volontaires supplémentaires témoignent de la solidarité et de l'engagement envers les activités du PROE. Depuis ces dernières années, le Secrétariat demande aux Membres de la Conférence du PROE de considérer l'augmentation de leur souscription afin d'adresser les contraintes qui pèsent sur le financement de base qui, à ce jour, n'a toujours pas reçu le soutien de ses Membres. L'augmentation de 20 % approuvée lors de la 28^e Conférence du PROE de 2017 était, bien que validée, conditionnée à la confirmation des capitales/gouvernements. Au 31 décembre 2019, seuls l'Australie, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Polynésie française, le Samoa et Tuvalu avaient répondu à la formalisation des annonces des augmentations de contributions approuvées. La France continue de s'engager à verser 5 % supplémentaires à ses contributions statutaires comme par le passé. L'impact du caractère volontaire du paiement des contributions des Membres continue de créer une incertitude quant au financement de base du PROE.
- Le Secrétariat a mis au point le système d'information de gestion de projet (PMIS) afin d'améliorer le suivi et la production de rapports de projets ; le Comité d'audit conseille aux membres de la direction d'encourager tout le personnel à exploiter au mieux ce système.
- La fonction d'audit interne doit se concentrer en permanence sur les tâches essentielles de l'exécution des missions d'audit interne afin que son programme d'audit annuel soit mené à bien. La capacité des ressources humaines à aider à la mise en œuvre des plans d'audit annuels reste un défi en raison des ressources financières limitées du financement de base du Secrétariat.
- Le Comité reconnaît le besoin d'augmenter le nombre de réunions du Comité d'audit de trois à au moins quatre par an afin de garantir une meilleure supervision et des conseils en temps voulu à la direction. La Charte du Comité d'audit fait actuellement l'objet d'un examen et sera conforme et évaluée au regard des normes et des exigences de l'Institut des auditeurs internes. La nouvelle Charte devrait être présentée au Comité d'audit en juillet 2020 en vue de son examen et de son approbation finale.
- Le Comité a pris acte que plusieurs politiques ont besoin d'être révisées. Le Comité est de l'avis que les politiques et les procédures doivent être appropriées pour répondre aux besoins actuels du PROE ; ses nouveaux statuts devraient être examinés lors de la prochaine réunion du Comité d'audit. L'objectif est de mettre à jour et d'élaborer la version finale de toutes les politiques pour lesquelles c'est nécessaire d'ici à fin 2020.
- Le Comité a pris acte des grandes incertitudes liées aux répercussions du Covid-19 et au risque de récession mondiale, à la réduction des financements de la part des donateurs, à l'évacuation sanitaire du personnel et aux demandes d'indemnisation, à la mise en œuvre lente des projets qui constituait une préoccupation ces dernières années, au flux de trésorerie et à la capacité à moyen et à long terme de recruter le personnel, de le fidéliser et de payer les traitements et les salaires.

États financiers pour l'exercice 2019

Le Comité d'audit est satisfait du contenu et de la qualité des états trimestriels internes et des états de projet relatifs à l'exercice 2019 préparés et publiés par l'équipe Administration et finances.

Le Comité d'audit a examiné les états financiers vérifiés de 2019 et les politiques comptables applicables avec le Directeur général, le Directeur des finances et de l'administration et les auditeurs externes du cabinet KPMG. Il a également examiné le rapport de l'auditeur externe sur les états financiers et la lettre de la direction correspondante.

Sur cette base, le Comité d'audit conclut que les états financiers vérifiés de 2019 et l'avis d'audit sans réserve de l'auditeur externe sont acceptés par les Membres du PROE.

La présente déclaration sur le contrôle interne pour l'exercice 2019 est soumise à l'examen et à l'approbation des Membres du PROE.



Tupuola Oloialii Koki Tuala
Président du Comité d'audit

Apia, Samoa

Date : 13 juillet 2020



RAPPORT DE GESTION DE LA DIRECTION SUR L'EXERCICE 2019

The Executive Management present the annual report together with the financial statements of the Secretariat for the year ended 31 December 2019 and independent auditors' report as set out on the following pages thereon in accordance with the Secretariat's Financial Regulations.

Executive Management

The Executive Management in office as at the date of this report are:

Leota Kosi Latu	Director General
Roger Cornforth	Deputy Director General
Tagaloa Cooper	Director, Climate Change Resilience
Stuart Chape	Director, Biodiversity and Ecosystem Management
Vicki Hall	Director, Waste Management and Pollution Control
Easter Galuvao	Director, Environmental Monitoring and Governance
Clark Peteru	Legal Adviser
Simeamativa Vaai	Director, Human Resource
Petra Chan Tung	Director, Finance and Administration

Principal Activity

The principal activity of SPREP is to promote co-operation in the Pacific region and to provide assistance in order to protect and improve its environment and to ensure sustainable development for present and future generations.

Operating Results

We are pleased to present the following operating results of the Secretariat for the financial year as at 31 December 2019:

- During the year the Secretariat expended US\$4.2 million dollars compared to expenditure of US\$3.6 million in 2018.
- The net deficit for the period was US\$81,977, compared to the net surplus of US\$154,273 in 2018.
- Foreign exchange exposure continues to be controlled and minimized however there was an increase in foreign exchange losses from US\$39,388 in 2018 to US\$46,144 in 2019.
- Management recognizes that there is still a need to maintain sustainability of funding with a view to rebuilding reserve funds and avoiding any further deficient positions in the future to ensure a strong financial position for the Secretariat moving forward.
- The challenge remains for the Secretariat to ensure a collective effort by Members and Executive Management to rebuild the total reserves. Hence, the Secretariat must focus on areas of generating sufficient funds from both Member Countries and Donors to resolve this issue as well as control costs, and thus strengthen the overall financial position and sustainability of SPREP in the long term.

Responsibility for Financial Reporting and State of Affairs

The accompanying financial statements are the responsibility of management. The financial statements have been prepared according to International Financial Reporting Standards and include amounts based on management's best estimates and judgments.

Management has established and had been maintaining accounting and internal control systems which include clearly stated policies and procedures. These systems are designed to provide reasonable assurance that our financial records are reliable and form a proper basis for the timely and accurate preparation of financial statements, and that our assets are properly safeguarded.

SPREP Members oversee management's responsibilities for financial reporting. The financial statements have been reviewed and approved by the SPREP Members on recommendation from management.

Our independent auditors KPMG, Fiji, having been appointed by the SPREP Members, have audited our financial statements. The accompanying independent auditors' report outlines the scope of their examination and their opinion.

In our opinion

- a. The accompanying statement of comprehensive income is drawn up so as to give a true and fair view of the results of the Secretariat for the year ended 31 December 2019;
- b. The accompanying statement of financial position is drawn up so as to give a true and fair view of the state of the Secretariat's affairs as at 31 December 2019;
- c. The accompanying statement of movement in reserves is drawn up so as to give a true and fair view of the movement of funds and reserves of the Secretariat for the year ended 31 December 2019; and
- d. The accompanying statement of cash flows is drawn up so as to give a true and fair view of the cash flows for the Secretariat for the year ended 31 December 2019.

We are not aware of any circumstance which would render any particulars included in the financial statements to be misleading or inaccurate.

We authorize the attached financial statements for issue on behalf of the Executive Management of the Secretariat.



Kosi Latu
Director General
27 March 2020



Roger Cornforth
Deputy Director General
27 March 2020

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES



Independent Auditors' Report on the Summary Financial Statements to the Members of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme

Opinion

The summary financial statements, which comprise the summary statement of financial position as at 31 December 2019, the summary statements of core fund comprehensive income, changes in funds and reserves and cash flows for the year then ended, are derived from the audited financial statements of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme ("the Secretariat") for the year ended 31 December 2019.

In our opinion, the accompanying summary financial statements are consistent, in all material respects, with the audited financial statements, in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

Summary Financial Statements

The summary financial statements do not contain all the disclosures required by International Financial Reporting Standards (IFRS). Reading the summary financial statements and our report thereon, therefore, is not a substitute for reading the audited financial statements and our report thereon. The summary financial statements and the audited financial statements do not reflect the effects of events that occurred subsequent to that date of our report on the audited financial statements.

The Audited Financial Statements and Our Report Thereon


We expressed an unmodified audit opinion on the audited financial statements in our report dated 27th March 2020.

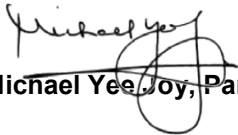
Members and Management's Responsibility for the Summary Financial Statements

Members and Management are responsible for the preparation of the summary financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on whether the summary financial statements are consistent, in all material respects, with the audited financial statements based on our procedures, which were conducted in accordance with International Standard on Auditing (ISA) 810 (Revised), "Engagements to Report on Summary Financial Statements."


KPMG
27 March, 2020
Suva, Fiji


Michael Yee Joy, Partner

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2019

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Core Fund Statement of Comprehensive Income For the year ended 31 December 2019

	2019	2018
	\$	\$
Income		
Member contributions	1,270,103	1,172,741
Programme management charges	1,281,790	1,059,865
Other donor fund income	1,249,147	1,315,096
Amortisation of deferred income - Property and Equipment	134,562	82,151
Other income	210,606	124,721
Total income	4,146,208	3,754,574
Expenses		
Advertisements	19,525	41,642
Consultancies	9,650	10,585
Depreciation and amortisation expense	308,635	238,753
Donation & Sponsorship	-	115
Electricity & Water	72,491	66,823
Freight and Postal Expenses	2,478	1,124
Insurance	80,707	64,110
Licences & Registration	19,964	36,957
Printing, Stationery and Office Supplies	67,560	74,819
Professional Services	124,154	111,187
Program Support Costs	89,985	109,822
Repairs & Maintenance	69,776	23,697
Salaries and wages	2,476,435	2,162,664
Superannuation expense	185,733	151,386
Other employee expenses	126,094	134,023
SPREP Meeting	107,611	44,399
Telephone and Internet	47,757	83,909
Travel	222,055	121,568
Workshops & Trainings	95,689	41,045
Other Expenses	49,289	41,688
Total expenses	4,175,588	3,560,316
 (Deficit) / Surplus before net finance income and foreign exchange	 (29,380)	 194,258
 Net finance income	 (6,453)	 (597)
Foreign exchange loss	(46,144)	(39,388)
Net (Deficit) / Surplus	(81,977)	154,273

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2019

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Statement of Financial Position As at 31 December 2019

	2019	2018
	\$	\$
ASSETS		
Non current assets		
Property and Equipment	10,582,071	2,853,289
Right of Use Asset	73,511	-
Intangible Assets	-	93,772
	10,655,582	2,947,061
Current assets		
Cash and cash equivalents	14,767,207	8,503,117
Receivables and prepayments	495,273	87,108
	15,262,480	8,590,225
TOTAL ASSETS	25,918,062	11,537,286
RESERVES AND LIABILITIES		
Reserves		
Core Funds	57,763	139,740
Specific Fund	-	-
Total reserves	57,763	139,740
Non Current Liabilities		
Employee benefits	405,050	347,164
Deferred income - Property and Equipment	10,159,482	2,585,190
Lease liability	45,301	-
Total non current liabilities	10,609,833	2,932,354
Current Liabilities		
Programme/Donor funds	11,973,632	6,049,956
Payables and accruals	908,834	351,623
Employee entitlements	714,229	535,462
Deferred income - Property and Equipment	239,474	82,151
Income received in advance	1,383,884	1,446,000
Lease liability	30,413	-
Total current liabilities	15,250,466	8,465,192
TOTAL RESERVES AND LIABILITIES	25,918,062	11,537,286

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2019

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Statement of Changes in Funds and Reserves For the year ended 31 December 2019

	Core Fund \$	General Reserve \$	Specific Reserve \$	Total \$
Balance at 1st January 2018	(703,721)	501,425	187,763	(14,533)
Transfer from general reserve	501,425	(501,425)	-	-
Transfer from specific reserve	187,763	-	(187,763)	-
Net Surplus for the year	154,273	-	-	154,273
Balance at 31st December 2018	139,740	-	-	139,740
 Balance at 1st January 2019	 139,740	 -	 -	 139,740
Net Surplus for the year	(81,977)	-	-	(81,977)
Balance at 31 December 2019	57,763	-	-	57,763

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Statement of Cash Flows For the year ended 31 December 2019

	2019 \$	2018 \$
Cash flows from operating activities		
Member contributions	998,028	1,172,741
Interest received	1,543	5,483
Non programme donor funds received	1,249,147	1,315,096
Other receipts	86,979	99,498
Personnel costs - Corporate Services	(2,550,964)	(2,543,352)
Corporate Services costs	(389,947)	(449,143)
Lease payments	(40,978)	-
Programme Income/(Expenditure)	7,014,833	2,085,336
Net cash flows from operating activities	6,368,641	1,685,659
 Cash flows from investing activities		
Purchase of property and equipment	(40,655)	(61,738)
Net cashflows for investing activities	(40,655)	(61,738)
 Net change in cash held	6,327,986	1,623,921
Cash at beginning of the year	8,526,599	6,942,066
Effects of foreign exchange	(46,144)	(39,388)
Cash balance at the end of the year	14,808,441	8,526,599

Publications 2019

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN
RAPPORTS TECHNIQUES	
Évaluation du crabe de cocotier (<i>Birgus latro</i>) à Mauke, Îles Cook	978-982-04-0672-8 (pap) 978-982-04-0673-5 (num) bit.ly/2YsF7mt
Biodiversité dans les écoles - rapport sur l'atelier de formation des formateurs : intégrer la biodiversité dans les programmes scolaires	978-982-04-0694-0 (pap) 978-982-04-0695-7 (num) bit.ly/319cfSb
Plan de gestion et de restauration des bassins versants dans les écosystèmes de la forêt de nuages de Rarotonga, Îles Cook	978-982-04-0674-2 (pap) 978-982-04-0675-9 (num) bit.ly/2zWletu
Projet sur les tortues des îles Cook : étude sur la qualité de l'habitat de nidification à Rarotonga, Îles Cook	978-982-04-0676-6 (pap) 978-982-04-0677-3 (num) bit.ly/2V9ssDa
Répertoire des zones humides de Nauru : 2016	978-982-04-0680-3 (pap) 978-982-04-0681-0 (num) bit.ly/37UfMFe
Directives pour les études d'impact environnemental du développement du tourisme côtier dans la région du Pacifique.	978-982-04-0862-3 (pap) 978-982-04-0861-6 (num) bit.ly/2AVZtM5
Études de terrain pour compléter les parcelles de végétation permanente du parc national d'Eua	978-982-04-0688-9 (pap) 978-982-04-0689-6 (num) bit.ly/2zYwWVN
Projet FEM-PAS sur la biodiversité intégrée des îles (IIB) : Atelier de formation de Nauru sur la planification spatiale marine	978-982-04-0684-1 (pap) 978-982-04-0685-8 (num) bit.ly/3drYv7q
Plan de gestion pour la zone de conservation proposée (ZCP) des zones humides d'Ijuw/Anabar, République de Nauru	978-982-04-0682-7 (pap) 977-981-03-0682-4 (num) bit.ly/3dnlG2M
Programme de surveillance de la santé des écosystèmes marins : Royaume des Tonga, 2016	978-982-04-0690-2 (pap) 978-982-04-0691-9 (num) bit.ly/3hXWYtA
Intégrer l'acidification des océans dans les politiques nationales : un manuel pour les îles du Pacifique	978-982-04-0838-8 (pap) 978-982-04-0837-1 (num) bit.ly/3fxqxPY
Stratégie nationale de gestion des déchets et de lutte contre la pollution 2017-2026 : Îles Salomon	978-982-04-0731-2 (pap) 978-982-04-0732-9 (num) bit.ly/2YUuZCf
Stratégie nationale de gestion environnementale (SNAGE) pour les États et territoires insulaires du Pacifique.	bit.ly/3hRfqMS
Modélisation tridimensionnelle participative: Vaka Puaikura, Rarotonga, Îles Cook	978-982-04-0678-0 (pap) 978-982-04-0679-7 (num) bit.ly/3fP5FUX
Changement climatique en milieu marin dans le Pacifique : bilan 2018 (révisé)	bit.ly/2BWJZrB
Compte rendu d'une visite sur l'île de Niuafo'ou, Royaume des Tonga : le Mégapode de Pritchard (<i>Megapodius pritchardii</i>) de Polynésie, surveillance et conservation de Malau sur l'île de Niuafo'ou	978-982-04-0692-6 (pap) 978-982-04-0693-3 (num) bit.ly/3iaMbuW
Révision et recommandations sur les technologies de surveillance de l'activité humaine dans les zones marines protégées du Pacifique	bit.ly/2zQ6kGf
Communiqué de Talanoa 2019 des ministres de l'Environnement et des représentants de haut niveau du PROE	bit.ly/3hHR3sa

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN
TECHNICAL REPORTS	
Rapport sur l'état de l'environnement 2018 : États fédérés de Micronésie (EFM)	978-982-04-0836-4 (pap) 978-982-04-0835-7 (num) bit.ly/2NIIIfG
Rapport sur l'état de l'environnement 2018 : Îles Salomon	bit.ly/3fuQNua
Stratégie nationale sur la gestion de l'environnement à l'intention des États et territoires insulaires océaniques	bit.ly/2Bz6536
Synthèse et recommandations sur les technologies de surveillance des activités humaines dans les aires marines protégées du Pacifique	bit.ly/3etjvw8
Prévention, contrôle et gestion des espèces allogènes envahissantes dans les îles du Pacifique : évaluation finale du projet ONU Environnement	bit.ly/3flijNzg
Zones humides de Wallis-et-Futuna 2017	978-982-04-0747-3 (pap) 978-982-04-0748-0 (num) bit.ly/3hQojxC

SÉRIES

Bulletin mensuel du COSSPac sur le climat : janvier, mai, août, septembre, octobre	2617-2557 bit.ly/2ZaiHWz bit.ly/2Yk2j6o bit.ly/2zQyWzc bit.ly/3hRsQzA bit.ly/2V5EsoY
Questions sur le changement climatique : Mai (64)	bit.ly/37ZYImV
Bulletin d'information sur l'adaptation écosystémique du Pacifique au changement climatique (PEBACC), no 8	bit.ly/3do7Ddp
Rapport annuel du PROE 2018	1562-675X bit.ly/2V6pWxo
Rapport annuel du PROE pour 2018	1562-675X bit.ly/30tvQvK
Tok du PROE (nos 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61)	2311-861X bit.ly/3etdpvK bit.ly/37QEJS8 bit.ly/3enKXv8 bit.ly/2Nik9Au bit.ly/314bcCM bit.ly/2NkDpgN bit.ly/2Buo2iY bit.ly/2BuoihW bit.ly/3hVghn8 bit.ly/3hTsdpn
The Connection: Septembre-Octobre	bit.ly/2V6ukwm

COMTES-RENDUS DE RÉUNION

Réunion régionale commune pour les projets ACPMEA2 et Inform, 17-21 septembre 2018, Apia, Samoa	bit.ly/2zS2fBB
Rapport de la première réunion du Conseil exécutif, 10-11 septembre 2018, Apia, Samoa	bit.ly/37NNGvi
Rapport de la vingt-neuvième (29 ^e) Conférence du PROE et du dialogue de Talanoa de haut niveau des représentants et des ministres de l'Environnement, 3-6 septembre 2019, Apia, Samoa	bit.ly/2V3w5dA

[pap : papier
num : numérique]

TITRE ISBN / ISSN / LIEN

FICHES D'INFORMATION

Notre océan Pacifique, notre histoire : les défis auxquels sont confrontés nos récifs coralliens (rev)	bit.ly/2XyGKyf
Notre océan Pacifique, notre histoire : Apprendre à connaître l'acidification des océans (Fiche d'information 6)	bit.ly/3fKdWJF
Notre océan Pacifique, notre histoire : En savoir plus sur l'acidification des océans (Fiche d'information 7)	bit.ly/2DfgeMP
Notre océan Pacifique, notre histoire : Les requins dans les médias du Pacifique (Fiche d'information 8)	bit.ly/3i7CL3p
Notre océan Pacifique, notre histoire : Marées et événements de marées extrêmes (Fiche d'information 9)	bit.ly/31ms06L
Notre océan Pacifique, notre histoire : Connaître son océan avec le portail de l'océan Pacifique (Fiche d'information 10)	bit.ly/30ZWJlh
Le protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages	bit.ly/3i1AK8W
Nagoya Protokol lo Akses an Benefit Sharin (Vanuatu)	bit.ly/3a3da9e
Accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation	bit.ly/2YmE3AQ
Samfala wei fo aksesim wanfala ikol benefit searing taem yumi yusim Genetic Risosis	bit.ly/3enDc8q

BROCHURES

Stratégie nationale de gestion environnementale pour les États et territoires insulaires océaniques	bit.ly/2BvH2hm
Service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes du Pacifique (PRISMSS)	bit.ly/2YVxOTI
Cours de gestion du programme sur les espèces envahissantes (dépliant)	bit.ly/312ola5

POSTERS/LIVRETS/CHEVALETS

Acidification des océans - poster	bit.ly/3hKJAsB
Sans pollution et sans plastique : choisissez d'utiliser un sac réutilisable, une boîte en carton ou des paniers tissés traditionnels ! (banderole)	bit.ly/3fvlzy9
Choisissez d'utiliser une bouteille d'eau réutilisable : La beauté des Samoa - sans déchets et sans plastique (banderole x 2)	bit.ly/2NriJnc

TITRE

VIDÉOS

Formation aux techniques de négociation, Palaos	youtu.be/sm4Tg9KX-QI	00:01:06
Le renforcement des capacités de l'ACPMEA profite aux îles Cook	youtu.be/x2K8S0qv21o	00:00:44
Le renforcement des capacités de l'ACPMEA profite à Nioué	youtu.be/7exU-PH7fI8	00:01:54
Le renforcement des capacités de l'ACPMEA profite aux Tuvalu	youtu.be/oY4ubwy33o8	00:00:47
Le renforcement des capacités ACPMEA profite aux îles Salomon	youtu.be/fUEUfbKHme4	00:00:52
Le renforcement des capacités ACPMEA profite aux Samoa	youtu.be/ZxBQHG3WPeY	00:02:46
Collecte de données par téléphone mobile	youtu.be/YQFDPG8g6HY	00:02:31
Lancement du site internet du service météorologique des îles Cook	youtu.be/qCbX9XyQLaY	00:02:06
Écologiser les Jeux du Pacifique des Samoa 2019 (ang)	youtu.be/MOdmrsLQnf4	00:00:39
Écologiser les Jeux (en samoan)	youtu.be/5W33i_F0ko0	00:01:10
Choisir de réutiliser les bouteilles d'eau aux Jeux du Pacifique 2019	youtu.be/qvLMj01Bf98	00:00:31
Choisir de réutiliser les sacs de courses aux Jeux du Pacifique 2019	youtu.be/CYIRoNvn5no	00:00:30
Taofi le fa'aogaina o fagu uga	youtu.be/Ebg2_hT6mo8	00:00:39
Promotion du Centre sur le changement climatique dans le Pacifique	youtu.be/Oyat7jEKFX0	00:06:34
Prix du leadership environnemental des îles du Pacifique (PIELA) !	youtu.be/vtxz-wmYjc	00:00:59
2 ^e Prix du leadership environnemental des îles du Pacifique (PIELA)	youtu.be/3QEII4pl2zM	00:01:35
Les connaissances traditionnelles sur la météo et le climat dans le Pacifique	http://bit.ly/3361qPc	00:08:00
La science en matière de changement climatique dans le Pacifique (5 min)	youtu.be/Um-YvoQ5kaQ	00:07:14
La science en matière de changement climatique dans le Pacifique (60 sec)	youtu.be/cbCoEcMGUAE	00:01:46
Écologisation par le PROE des XVI ^{es} Jeux du Pacifique 2019 : Initiative 2 millions d'arbres	youtu.be/p-nW0f2LDus	00:07:04
Écologisation par le PROE des XVI ^{es} Jeux du Pacifique : le nettoyage	youtu.be/fD8zYaqmEP8	00:06:04
Écologisation par le PROE des XVI ^{es} Jeux du Pacifique 2019 : Merci - Fa'afetai !	youtu.be/akbWd5fH6II	00:05:06
Écologisation par le PROE des XVI ^{es} Jeux du Pacifique : Kosi Latu	youtu.be/rAF3PcZ1YsU	00:05:11
Écologisation par le PROE des XVI ^{es} Jeux du Pacifique : ouverture	youtu.be/jsssQmbP4Sk	00:05:04
Premiers résultats du nettoyage des Samoa	youtu.be/zavleBCLeJA	00:02:26
Prévisions climatiques dans les États insulaires océaniques	youtu.be/cUapFmvvYOM	00:08:06
Ouverture du Pavillon Bleu Pacifique Moana	youtu.be/zgfixaO1iy0	00:01:12
CdP25 Micro-trottoir : En tant que ressortissant d'une île du Pacifique, quels sont vos souhaits à l'issue de la CdP25 ?	youtu.be/VEW2LC1WE8	00:02:11

PODCAST DU PERSONNEL

L'acidification des océans et la menace qui pèse sur les récifs coralliens	bit.ly/33yONAR	00:04:08
Les réseaux sociaux et la médiocrité des services radio gênent les services météorologiques du Pacifique	bit.ly/3gBluOI	00:03:25
Un point critique dans la gestion des problèmes de déchets du Pacifique	bit.ly/3gsFt3i	00:04:35
L'appui à la position du Pacifique lors des négociations de Bonn sur le climat	bit.ly/2C1vcMt	00:03:48
Appel à de plus amples investissements pour la lutte contre les phénomènes météorologiques extrêmes dans le Pacifique	bit.ly/31gk1rC	00:03:38
Le Centre océanien sur le changement climatique (PCCC) s'ouvre au Samoa	bit.ly/3icxBU2	00:03:29

Personnel 31 DÉCEMBRE 2018

MEMBRE DU PERSONNEL	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
ÉQUIPE DIRIGEANTE			
1 Kosi Latu	Directeur général	Samoa	31-déc-21
2 Roger Cornforth	Directeur général adjoint, Planification stratégique, coordination de projets et services d'information	Nouvelle-Zélande	31-mai-20
3 Stuart Chape	Directeur général adjoint par intérim / Directeur, Écosystèmes insulaires et océaniques	Australie	30-juin-21
4 Tagaloa Cooper-Halo	Directrice, Résilience face au changement climatique	Nioué	04-fév-21
5 Easter Chu Shing	Directrice, Surveillance et gouvernance environnementales	Samoa	07-mai-20
6 Vicki Hall	Directrice, Gestion des déchets et lutte contre la pollution	Australie	12-juin-20
7 Clark Peteru	Conseiller juridique	Samoa	30-juin-20
8 Petra Chan Tung	Directrice des finances et de l'administration	Samoa	31-déc-21
9 Simeamativa Vaai	Directrice, Ressources humaines	Samoa	31-déc-21
EXECUTIVE SUPPORT AND REGIONAL OFFICES			
Soutien Exécutif			
1 Audrey Brown-Pereira	Cadre dirigeante	Îles Cook	30-juin-20
2 Rosanna Galuvao-Ah Ching	Adjointe exécutive du Directeur général	Samoa	30-mai-22
3 Apiseta Eti	Adjointe exécutive du Directeur général adjoint	Samoa	31-déc-21
Audit Interne			
1 Niraj Kumar	Auditeur interne	Fidji	30-juil-22
Bureaux Sous-régionaux			
1 Kilom Ishiguro	République des Îles Marshall – Expert technique du PROE (Secteur Eau)	RMI	31-déc-22
POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES TECHNIQUES			
RÉSILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE			
1 Foinjancey Fesolai	Assistante du programme Résilience face au changement climatique	Samoa	01-oct-20
2 Espen Ronneberg	Conseiller spécialisé en changement climatique	Norvège	31-déc-20
3 Filomena Nelson	Conseillère en adaptation face aux changements climatiques	Samoa	08-oct-20
4 Sione Fulivai	Coordinateur du Cadre océanique pour un développement résilient (FRDP)	Tonga	30-juin-22
5 Salesa Nihmei	Conseiller en météorologie et climatologie	Vanuatu	31-mars-22
6 Sunny Seuseu	Chef de projet par intérim / Responsable des services d'informations climatiques, Projet CISRD Vanuatu	Samoa	04-avr-21
7 Connie Sewere	Assistante technique et des finances, Projet CISRD Vanuatu	Vanuatu	31-mars-22
8 Azarel Mariner	Responsable du renforcement des capacités COSPPac	Samoa	30-juin-21
9 Siosinamele Lui	Chargée des connaissances traditionnelles sur le climat COSPPac	Samoa	30-juin-21
10 Philip Malsale	Responsable de la climatologie COSPPac	Vanuatu	30-juin-21
11 Teuila-Jane Fruean	Assistante technique et des finances COSPPac	Samoa	30-juin-21
12 Patrick Pringle	Consultant en analyse climatique (Détaché de Climate Analytics)	Royaume-Uni	31-déc-20
13 Tile Tofaeono	Coordinateur des services de prévisions climatiques	Samoa	28-août-22
14 Robert D. McIntosh	Responsable pour l'océanographie	États-Unis	13-mai-21
15 Raymond Schuster	Adjoint technique Projet PPOA (Temporaire)	Samoa	30-avr-20
16 Martin Sharp	Chef de projet Intra ACP de l'AMCC+ Adaptation du Pacifique au changement climatique et résilience	Australie	07-janv-22
17 Semi Qamese	Responsable du suivi et de l'évaluation	Fidji	15-mars-22
18 Laura Fepuleai	Responsable des finances et de l'administration PACRES	Samoa	24-avr-22
19 Emma Arasi-Sua	Responsable de la gestion des connaissances et de l'information PACRES	Samoa	31-juil-21
GOVERNANCE ENVIRONNEMENTALES			
1 Faasipa Lemalu	Assistante du programme de surveillance et de gouvernance environnementales	Samoa	31-juil-21
2 Jope Davetanivalu	Conseiller en planification environnementale	Fidji	30-sep-22
3 Gregory Barbara	Responsable de l'évaluation et de la planification environnementales	Australie	14-avr-21
4 Paul Anderson	Chef du projet « Inform »	États-Unis	24-sep-20
5 Julie Callebaut	Projet « Inform », Surveillance et rapports environnementaux – Spécialiste des systèmes d'information géographique	Belgique	13-juin-21
6 Peter McDonald	Projet « Inform », Spécialiste de la surveillance et des rapports environnementaux	Australie	08-juin-21
7 Tavita Su'a	Analyste et développeur des systèmes d'information environnementale	Samoa	14-oct-21
8 Lagi Reupena	Projet « Inform », Responsable des données environnementales	Samoa	31-juil-21
9 Sabrina Reupena	Projet « Inform », Responsable des finances et de l'administration	Samoa	29-juil-21
ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES			
1 Makerita Atiga	Assistante du Programme sur les écosystèmes insulaires et océaniques	Samoa	01-août-20
2 David Moverley	Conseiller en espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	30-nov-21
3 Peter Davies	Conseiller en écosystèmes côtiers et marins	Australie	26-avr-22
4 Karen Baird	Conseillère sur les espèces menacées et migratrices	Nouvelle-Zélande	26-avr-22
5 Amanda Wheatley	Conseillère en biodiversité	Australie	16-déc-20
6 Juney Ward	Responsable de la biodiversité	Samoa	30-juin-22
7 Vainuupo Jungblut	Responsable des zones protégées	Samoa	13-déc-20
8 Ofa Kaisamy	Conseillère juridique ABS (Accès et partage des avantages)	Tonga	10-sep-20
9 Rahul Chand	Responsable du renforcement des capacités ABS (Accès et partage des avantages)	Fidji	20-oct-20
10 Isabel Rasch	Assistante Technique et des finances ABS (Accès et partage des avantages)	Samoa	22-août-20
11 Jamie Davies	Chef de projet – Projet de gestion des prises accessoires et écosystèmes intégrés (BIEM)	Royaume-Uni	03-mai-22
12 Rohit Prasad	Responsable des finances et de l'administration, BIEM	Fidji	25-août-22
13 Herman Timmermans	Chef de projet PEBACC	Afrique du Sud	31-juil-20
14 Fred Patison	Responsable national des Îles Salomon, PEBACC	Îles Salomon	31-juil-20
15 Allan Dan	Responsable de projet, PEBACC Vanuatu	Vanuatu	31-juil-20
16 Filomena Serenia	Responsable de projet, PEBACC Fidji	Fidji	31-juil-20
17 Miriama Turagava	Responsable des finances et de l'administration PEBACC	Fidji	31-juil-20
18 Bradley Myer	Chef de projet - Projet régional sur les espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	01-juin-22
19 Josef Pisi	Associé espèces envahissantes PRIMSS	Samoa	17-juin-22

MEMBRE DU PERSONNEL	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
20 Kennedy Kaneko	Coordinateur national des espèces envahissantes - RMI	RMI	04-nov-22
21 Dominic Sadler	Coordinateur des espèces envahissantes	Suisse	31-janv-22
22 Carmen Fepulea'i	Assistante du Programme de sensibilisation aux requins (temporaire)	Samoa	31-mars-20
23 Franck Connan	Spécialiste du milieu marin et de la conservation (détaché du MEEM, France)	France	28-fév-21
24 Margaret Morris	Bénévole AVID	Australie	13-déc-20
25 Shannan Mortimer	Spécialiste des espèces envahissantes (détaché du DOC, Nouvelle-Zélande)	Nouvelle-Zélande	06-juin-20
26 Oliver Lilford	Stagiaire projet BIEM	Australie	30-avr-20
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION			
1 Davina Bartley-Tiitii	Gestion des déchets et lutte contre la pollution, Assistante de programme	Samoa	25-mars-22
2 Anthony Talouli	Conseiller Pollution	Fidji	31-juil-20
3 Ma Bella Guinto	Conseillère à la gestion des déchets solides	Nouvelle-Zélande	16-sep-20
4 Joshua Sam	Conseiller en gestion des déchets dangereux	PNG	15-juil-22
5 Bradley Nolan	Chef de projet, PacWastePlus	Australie	08-nov-21
6 Sela Simamao	Responsable des finances et des achats, PacWaste Plus	Tonga	30-juin-22
7 Crystal Schwenke	Responsable technique et administration, PacWaste Plus	Samoa	14-avr-22
8 Lance Richman	Responsable technique Projet gestion des déchets – déchets dangereux, PacWaste Plus	États-Unis	28-nov-22
10 Nitish Narayan	–Responsable communication, PacWaste Plus	Fidji	03-août-22
11 Vira Atalifo	Responsable régional de projet (Fidji), PacWaste Plus	Fidji	06-oct-22
12 Mark Skinner	Gestionnaire à la mise en œuvre, Projet déchets de l'océan pacifique (détaché de DOEE, Australie)	Australie	18-déc-22
13 Sascha Fuller	Coordinatrice Pacific Node (stagiaire de l'Université de Newcastle, Australie)	Australie	juil-20
PLANIFICATION STRATÉGIQUE, COORDINATION DE PROJETS ET SERVICES D'INFORMATION			
Planification stratégique			
1 Rebecca Polestico	Conseiller surveillance et évaluation	Philippines	01-mars-21
Unité de coordination des projets			
1 Melanie King	Directrice unité de coordination des projets	Australie	22-oct-21
2 Rupeni Mario	Spécialiste en développement de projets – Atténuation du changement climatique	Fidji	17-juil-21
3 Vitolina Samu	Responsable adjointe de la mise en œuvre des projets	Samoa	18-avr-21
Technologies de l'information			
1 Christian Slaven	Manager des technologies de l'information	Samoa	30-nov-21
2 Epeli Tagi	Ingénieur chargé des réseaux et de l'assistance informatiques	Fidji	30-avr-20
3 Billy Chan Ting	Spécialiste du développement d'applications web	Samoa	30-avr-20
4 Ainsof So'o	Développeur/analyste de systèmes	Samoa	31-oct-22
5 Charlie Reed	Responsable de l'assistance informatique	Samoa	03-fév-22
Gestion des connaissances			
1 Miraneta Williams-Hazelman	Directrice du Centre d'information et de documentation	Samoa	31-oct-21
2 Lupe Silulu	Responsable des dossiers et des archives	Samoa	31-déc-20
Communication et sensibilisation			
1 Nanette Woonton	Responsable des médias et des relations publiques	Îles Cook	06-août-20
2 Leanne Moananu	Responsable de la communication	Samoa	31-déc-22
3 Angelica Salele	Responsable adjointe de la sensibilisation	Samoa	08-avr-21
4 Robert Sullivan	Spécialiste en communication et comportements (bénévole du Peace Corps Response)	États-Unis	avr-20
DÉPARTEMENT FINANCES ET ADMINISTRATION			
1 Veronica Levi	Experte-comptable	Samoa	10-avr-22
2 Maraea Slade-Pogi	Responsable des achats	Samoa	05-janv-20
3 Siniva Tuuau-Enosa	Comptable de projet	Samoa	26-juin-22
4 Alvin Sen	Comptable de projet	Fidji	16-juin-22
5 Rachel Levi	Comptable	Samoa	29-avr-21
6 Dannicah Chan	Responsable des finances	Samoa	22-oct-20
7 Atitoafaiga Tau	Responsable des finances	Samoa	06-nov-20
8 Naoafioga Feu'u	Responsable des finances	Samoa	10-sep-20
9 Hetta Fuimaono	Responsable des finances	Samoa	19-juin-22
10 Emmaflora Ah Tong	Responsable des finances	Samoa	30-sep-22
11 Pata Mase	Responsable des finances - Projets	Samoa	15-sep-22
12 Lawrence Warner	Responsable des services immobiliers	Samoa	04-déc-21
13 Faamanatu Sititi	Chauffeur/Employé	Samoa	05-déc-20
14 Iosefa Tootoo	Agent de nettoyage/Préposé aux thés et cafés	Samoa	21-juil-22
15 Cynthia Ah Loo	Agent de nettoyage/Préposée aux thés et cafés	Samoa	05-mars-20
16 Tagiilima Enele	Personne de terrain	Samoa	12-mai-20
17 Isaia Talaitau	Personne de terrain	Samoa	11-sep-19
DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES			
1 Luana Jamieson	Responsable cadre aux Ressources humaines	Samoa	05-janv-20
2 Jolynn Managreve-Fepuleai	Responsable des ressources humaines	Fidji	08-juil-21
3 Marion Tuipulotu-Chan Chui	Responsable des ressources humaines	Tonga	08-mai-20
4 Sepasitiano Paulo	Responsable des ressources humaines	Samoa	24-nov-22
5 Monica Tupai	Assistante des ressources Humaines	Samoa	21-mai-22
Consultants du PROE			
1 Emile Adams	Spécialiste en communication de projets	Samoa	31-déc-19
2 Wouter Van Damme	Coordinateur de conférence, Conservation de la nature dans les îles du Pacifique, 10 ^e édition	Belgique	30-juin-20
3 William Arudovo	Gestionnaire national, PEBACC Vanuatu	Vanuatu	31-juil-20

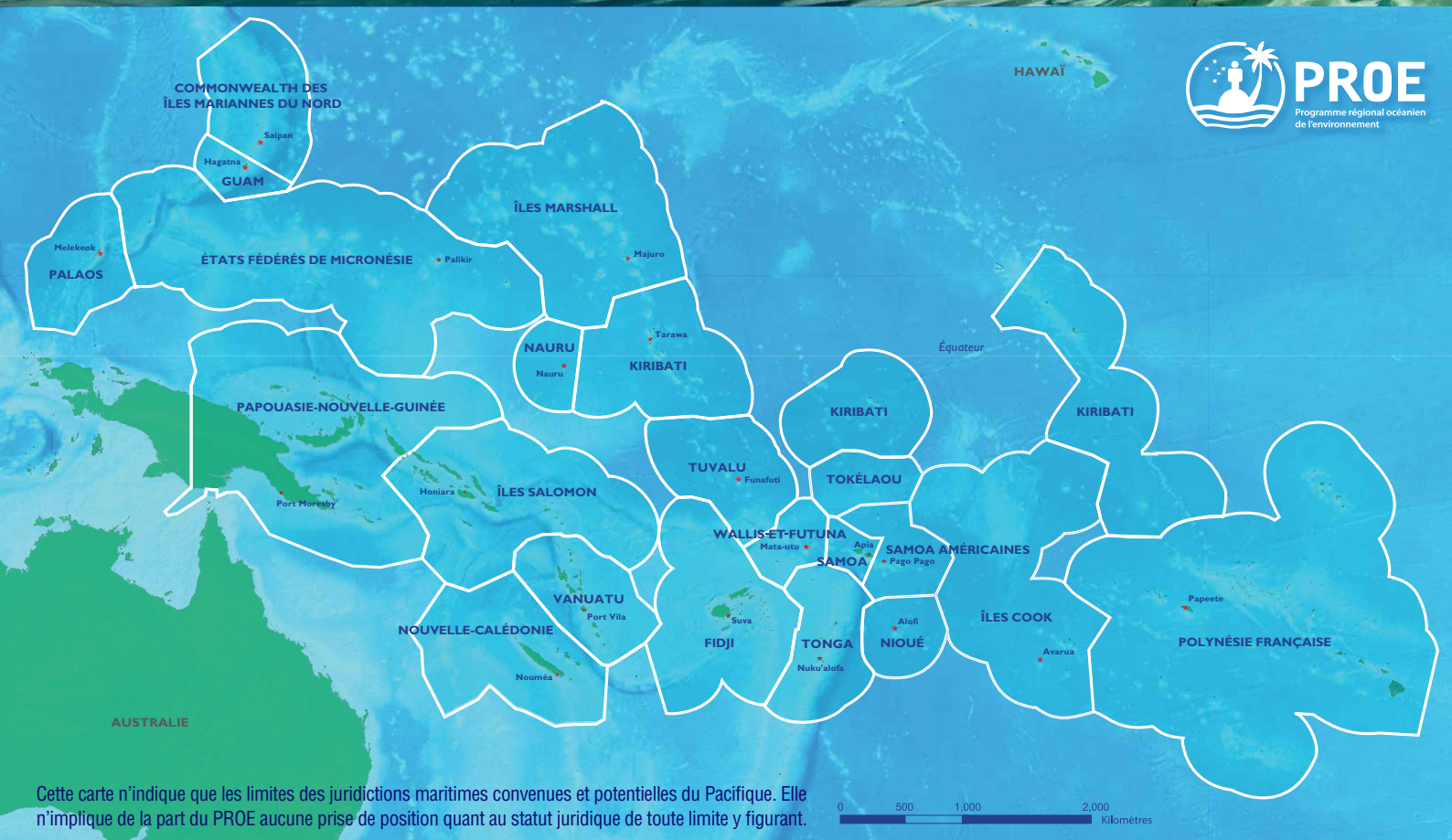
Acronymes et Abréviations

ACP	Pays ACP pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	GIZ	Agence de coopération internationale allemande
ACP-AME 2	Projet de phase II pour le renforcement des capacités en lien avec les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.	IAIA19	19 ^e Conférence annuelle de l'Association internationale sur les études d'impact sur l'environnement
AE	Adaptation écosystémique	JICA	Agence japonaise de coopération internationale
AFD	Agence Française de Développement	JPRISM II	Phase II du projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les pays insulaires du Pacifique
AMP	Aires marines protégées	MNRE	Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du gouvernement des Samoa
AND	Autorité nationale désignée	NOOA	Administration océanique et atmosphérique nationale
APA	Accès et partage des avantages	NUS	Université nationale des Samoa
APCC	Centre de climatologie de l'APEC	NZAIA	Conférence 2019 de l'Association néo-zélandaise pour les études d'impact
APE SA	Agence pour la protection de l'environnement des Samoa américaines	OMM	Organisation météorologique mondiale
BAD	Banque asiatique de développement	ONG	Organisation non gouvernementale
BIEM	Initiative de gestion des prises accessoires et des écosystèmes intégrés	PACP	Pays ACP ou pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
BIOPAMA	Programme pour la biodiversité et la gestion des aires protégées	PACRES	Adaptation du Pacifique aux changements climatiques et renforcement de la résilience
BOM	Bureau australien de météorologie	PCCC	Centre océanien sur le changement climatique
CBCRP-PCCC	Projet de renforcement des capacités en termes de résilience aux changements climatiques dans le Pacifique au Centre océanien sur le changement climatique	PEBACC	Projet sur l'adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur le changement climatique	PÉID	Petits États insulaires en développement
CDN	Contributions déterminées au niveau national	PEJN	Réseau des journalistes de l'environnement dans le Pacifique
CdP25	Vingt-cinquième Conférence des Parties (à la CCNUCC)	PEP	Portail sur l'environnement du Pacifique
CITES	18 ^e Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces menacées (CITES)	PEUMP	Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin
DE LA CdP18		PICOF	Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique
CMP-5	Cinquième Conseil météorologique du Pacifique	PIFS	Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique
CORP	Conseil des organisations régionales du Pacifique	PLP-ESS	Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour la durabilité environnementale et sociale
COSPPac	Programme océanien de soutien climat et océans	PMN	Réseau de médias dans le Pacifique
CPS	Communauté du Pacifique	PNA	Plan national d'adaptation
CRIOBE	Centre de recherche insulaire et Observatoire de l'environnement	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CSIRO	Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
DFAT	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce	POLP	Projet de gestion des déchets pour l'océan Pacifique
DMWR	Ministère des Ressources marines et naturelles des Samoa américaines	PRIF	Centre d'infrastructure de la région du Pacifique
DWM	Gestion des déchets générés par des catastrophes	PRISMSS	Service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes du Pacifique
EAR	Observatoire des précipitations pour une action précoce	PRP	Partenariat pour la résilience dans le Pacifique
EFM	États fédérés de Micronésie	RESCUE	Projet de restauration des services écosystémiques et d'adaptation aux changements climatiques
ÉIE	Étude d'impact sur l'environnement	RESPAC	Résilience aux catastrophes pour les petits États insulaires en développement du Pacifique
ÉSE	Évaluations stratégiques de l'environnement	RESTEC	Centre de technologie en télédétection du Japon
FCIL	Fonds canadien en faveur des initiatives locales	RNZ	Radio New Zealand
FED11	11 ^e Fonds européen de développement	SAP	Système d'alerte précoce aux risques climatiques
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	SMHN	Services météorologiques et hydrologiques nationaux
FRDP	Cadre océanien pour un développement résilient	SROCC	Rapport spécial du GIEC sur l'océan et la cryosphère dans un monde dont le climat change
FVC	Fonds vert pour le climat	UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
GCCA+	Programme Plus de l'Alliance mondiale contre le changement climatique	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
GIEC	GEIC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)	UPS	Université du Pacifique Sud
		WDPA	Base de données mondiale sur les aires protégées

Notre région



Marina de Nouméa. Photo : © Stuart Chape



Cette carte n'indique que les limites des juridictions maritimes convenues et potentielles du Pacifique. Elle n'implique de la part du PROE aucune prise de position quant au statut juridique de toute limite y figurant.

0 500 1,000 2,000 Kilomètres

Le Pacifique est le plus grand océan du monde, et couvre près d'un tiers de la surface de la Terre. On y trouve environ 30 000 îles de forme et de taille variées. Les membres insulaires du PROE sont :

- Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
- États fédérés de Micronésie
- Fidji
- Guam
- Îles Cook
- Îles Salomon
- Kiribati
- Nauru
- Nioué
- Nouvelle-Calédonie
- Palaos
- Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Polynésie française
- République des Îles Marshall
- Samoa
- Samoa américaines
- Tokélaou
- Tonga
- Tuvalu
- Vanuatu
- Wallis-et-Futuna

Le PROE compte également cinq membres continentaux :

- Australie
- États-Unis d'Amérique
- France
- Nouvelle-Zélande
- Royaume-Uni



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement

